Documents du
travail

DP/120/2000

**Les syndicats et
la mondialisation:
le cas de la Tunisie**

Mohamed Ennaceur
Ancien Ministre des Affaires Sociales

C.P. 6
CH-1211 Genève 22
Tél. 004122/7998496
Fax. 004122/7998542
E-mail: INST@ilo.org
<http://www.ilo.org/inst>

L'Institut international d'études sociales (IIES) a été fondé en 1960, en tant qu'organe autonome de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Son mandat est de promouvoir les débats publics ainsi que la recherche en matière de politique dans des domaines d'actualité et d'intérêt pour l'OIT et sa composante tripartite : les gouvernements, les employeurs et les travailleurs.

L'objectif du programme *Travail et société* est l'examen des perspectives qui s'offrent aux travailleurs au seuil du nouveau millénaire, à la lumière des changements survenus sur les lieux de travail et dans l'ensemble de la société. Initialement centré sur les travailleurs organisés, il vise à identifier les méthodes et les stratégies susceptibles de rehausser le rôle des syndicats en tant qu'acteurs essentiels de la société civile et en tant que partenaires d'une croissance dynamique et équitable. Il se propose d'étudier plus particulièrement les changements qui transforment l'environnement du travail et des syndicats; d'analyser les réponses des syndicats à ces changements; d'éclairer l'importance du rôle que les syndicats seront appelés à jouer dans la société civile et dans l'économie mondialisée de demain; et il cherche à définir le type de politiques et l'environnement institutionnel nécessaires au développement de syndicats libres et efficaces. Ce programme est conduit en étroite collaboration avec les organisations syndicales internationales et les secrétariats professionnels internationaux; il fonctionne à travers des réseaux composés de praticiens syndicaux, d'universitaires, d'instituts de recherche et de décideurs. Ces réseaux internationaux et régionaux permettent de diffuser les résultats de la recherche auprès d'un large public.

Les *documents de travail* présentent les résultats préliminaires des recherches entreprises par l'Institut. Ils sont distribués d'une manière restrictive pour susciter réactions et commentaires avant leur publication finale sous forme de monographies ou dans la Série de recherche.

**Les syndicats et
la mondialisation:
le cas de la Tunisie**

Mohamed Ennaceur

Institut international d'études sociales Genève

Copyright Organisation internationale du Travail (Institut international d'études sociales) 2000

De courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être adressée au Service d'édition, Institut international d'études sociales, case postale 6, CH-1211 Genève 22 (Suisse).

ISBN 92-2-9014-628-1

Première édition 2000

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que l'Institut international d'études sociales souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

Les demandes pour cette publication doivent être adressées à : Publications de l'Institut international d'études sociales, case postale 6, CH-1211 Genève 22 (Suisse).

Table des matières

Introduction	1
1. Les syndicats en Tunisie : Environnement et évolution	2
A) Données sur la Tunisie	2
A.1) Données démographiques	2
A.2) Données économiques	3
A.3) Données sociales	3
A.4) Données politiques	4
A.4.1) Constitution et organisation politique	4
Les pouvoirs publics	4
Les institutions constitutionnelles	4
Les partis politiques en Tunisie	4
B) L'évolution du mouvement syndical en Tunisie	5
C) Données sur la présence syndicale en Tunisie	7
2. Portée et objectifs de la stratégie syndicale en Tunisie	9
A) Les principes de base et les fondements de l'action syndicale	9
B) Les objectifs de l'action syndicale en Tunisie	11
B.1) Peser sur les grands choix du gouvernement en matière de développement	12
B.2) Défendre et représenter les intérêts matériels et moraux des travailleurs	12
B.3) Améliorer les conditions de travail et le niveau de vie des travailleurs	14
B.4) Oeuvrer pour la promotion des libertés, de la démocratie et des droits de l'homme	14
B.5) Sauvegarder l'unité des travailleurs manuels et intellectuels dans une organisation indépendante	15
C) Les rapports des syndicats avec les différents acteurs politiques, économiques et sociaux	15
C.1) Avec le parti au pouvoir	15
C.1.1) L'alliance	15
C.1.2) Le partenariat	16
C.1.3) L'opposition	16
C.1.4) La neutralité	16
C.2) Avec le gouvernement	16
C.3) Avec le patronat	17
C.4) Avec la société civile	17
3. L'UGTT et la mondialisation	18
A) Les changements dans l'environnement économique, social et politique en Tunisie	18
B) Les changements dans la stratégie, les activités et les structures de l'UGTT	19
B.1) La représentation et la défense des intérêts des travailleurs tunisiens	19
B.1.1) Le Code du Travail	19
B.1.2) Les négociations collectives dans les secteurs public et privé	21
B.2) La participation de l'UGTT aux choix économiques et sociaux et aux plans de développement	21
B.3) La participation des syndicats à la vie politique	23
B.3.1) L'UGTT : une organisation syndicale à vocation politique	23
B.3.2) L'UGTT apporte un appui permanent à la promotion de la démocratie et des libertés	24
B.4) La prise en considération de demandes sociales nouvelles	25
B.4.1) La protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité de vie	25
B.4.2) Le chômage des jeunes	26
B.4.3) La troisième préoccupation qui figure parmi les revendications nouvelles de l'UGTT concerne l'emploi des femmes	26
B.5) Intérêt des syndicats pour de nouvelles catégories de travailleurs	28
B.5.1) Les travailleurs migrants	28
B.5.2) Secteur informel et travailleurs indépendants	29
B.6) Les changements au niveau de l'organisation interne et externe des syndicats	30
B.6.1) Les adhésions	30
B.6.2) La restructuration	31
B.6.3) Coopération avec les syndicats non nationaux	31
L'Union syndicale des travailleurs du Maghreb arabe (USTMA)	32
B.7) Les syndicats et l'opinion publique	33

B.7.1) La politique de communication de l'UGTT	33
B.7.2) L'image syndicale dans l'opinion publique	33
Conclusion	34
Bibliographie	38

Introduction

L'objet de cette étude qui s'inscrit dans le cadre du programme de recherche engagé par l'Institut International d'Etudes Sociales sur les "Syndicats et la mondialisation" est d'analyser les répercussions de la mondialisation sur la stratégie, les programmes et les structures de l'organisation syndicale tunisienne: L'Union générale tunisienne du travail (UGTT).

Mais il est difficile de comprendre les réponses de l'UGTT à la mondialisation sans se référer à l'évolution historique de cette organisation syndicale, aux différents rôles quelle a assumés, et au contexte national dans lequel elle se situe, tant il est vrai que le mode d'adaptation d'une organisation sociale aux changements varie en fonction de sa propre histoire, de ses traditions, de la richesse de son expérience, de son environnement économique, social et politique.

C'est la raison pour laquelle cette étude présentera, dans une première partie et en guise d'introduction, les principales données économiques, sociales et politiques de la Tunisie (A) et un bref rappel de l'évolution de l'UGTT et des différents rôles qu'elle a joués durant les quarante premières années de son existence (1946-1986) (B).

La deuxième partie de l'étude portera sur la stratégie syndicale en Tunisie et, plus particulièrement, sur les principes de base et les objectifs de l'action syndicale, et les rapports des syndicats avec les différents acteurs politiques, économiques et sociaux.

La troisième partie de cette étude qui aura pour titre l'UGTT et la mondialisation, sera consacrée à la perception que l'UGTT a de la mondialisation et plus particulièrement aux changements qui en ont résulté au niveau de ses programmes d'action et de ses structures.

La conclusion de l'étude fera ressortir les tendances et les perspectives de l'action syndicale en Tunisie.

1. Les syndicats en Tunisie : Environnement et évolution

A) Données sur la Tunisie

Située au Nord de l'Afrique, la Tunisie a une superficie de 164.150 km² et une population de 9 millions d'habitants¹.

Royaume dépendant de l'Empire Ottoman, la Tunisie fut soumise au Protectorat français de 1881 à 1956, date à laquelle elle acquit son indépendance.

A.1) Données démographiques

Elevé au lendemain de l'indépendance², le taux de croissance démographique s'est progressivement ralenti, grâce à une politique volontariste de planning familial et se situe en 1996 à 1,6 %³.

Bien que relativement jeune (âge médian : 22,4 en 1994), la population évolue dans le sens d'une diminution du poids de la tranche d'âge (0 - 14 ans) qui passe de 43,8 % de la population en 1975 à 34,8 % en 1994 alors que celle de la population active (15-59 ans) est en augmentation (50,4 % en 1975 et 56,9% en 1994).

Par ailleurs, et alors qu'elle était concentrée en majorité dans les Zones rurales (67 % en 1956), la population vit de plus en plus dans les zones urbaines (60 % en 1994), et plus particulièrement dans les zones côtières. C'est ainsi que plus de 1/5 de la population vit dans la région de Tunis (4) (20,8 %) alors que 12,9 % sont concentrés dans le Sahel (5) et 8,4 % à Sfax.

La population active évolue à un rythme soutenu avec une *participation de plus en plus importante des femmes*. De 1975 à 1994, elle est passée de 1.622.000 à 2.772.000, la part de la population féminine ayant plus que doublé durant la même période (303.000 en 1975 et 553.000 en 1994). Le taux d'activité des femmes est passé de 18,9 % en 1975 à 22,9 % en 1994.

En outre, la part des jeunes de moins de 25 ans dans la population active occupée a tendance à diminuer, du fait de la prolongation de la durée des études et des difficultés d'accès à l'emploi (28,6 % en 1975 et 22,9 % en 1994).

Par ailleurs, le niveau scolaire de la main-d'œuvre occupée a tendance à s'améliorer (Tableau 1).

Tableau 1. Structure de la population active occupée par niveau d'instruction (en %)

Niveau d'instruction	1975	1994
Analphabètes	56,6	24,0
Primaire	28,3	40,0
Secondaire	13,2	20,6
Supérieur	1,7	7
Ensemble	100,0	100,0

Source : Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi.

Cette évolution est liée au développement de la scolarisation en Tunisie et au nombre de plus en plus élevé de diplômés qui accèdent au marché de l'emploi.

C'est ainsi que le nombre de bacheliers et diplômés de l'enseignement secondaire est passé de 9.212 en 1986 à 35.789 en 1997⁴, alors que les effectifs des étudiants de l'enseignement supérieur

¹ En 1996.

² 3.2 % en 1956.

³ 46 % ont moins de 20 ans et 8 % ont plus de 60 ans.

⁴ Source: Ministère de l'Education Nationale.

sont passés de 48.829 en 1984-85 à 137.024 en 1997-1998⁵, et que le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur est passé de 4946 en 1981 à 15.549 en 1997.

Le taux du chômage est de 15.5 % en 1996, alors que 60 % des chômeurs sont âgés de 18 à 29 ans.

A.2) Données économiques

Le PIB aux prix courants de la Tunisie est de 18.967 milliards de dinars⁶ en 1996.

L'activité économique est marquée par la prépondérance du secteur des services et par le nombre élevé d'entreprises individuelles et de micro-entreprises.

En effet, sur 358.216 entreprises recensées en 1996⁷ 292.5 sont des entreprises individuelles et 57.946 sont des entreprises employant moins de 10 salariés. Environ 6.000 entreprises sont de petite taille et emploient de 10 à 50 salariés, alors que 1245 entreprises emploient entre 100 et 999 salariés et que 55 entreprises emploient 1000 salariés et plus. Plus de 78 % des entreprises recensées appartiennent au secteur des services alors que 13.9 % appartiennent au secteur des industries manufacturières et 0.3 % à l'industrie extractive.

La répartition de la population occupée en 1994 se présente comme suit : 43.1 % dans les services, 34.9 % dans l'industrie et 21.9 % dans l'Agriculture.

L'économie tunisienne est assez diversifiée : l'agriculture, les phosphates et dérivés, les industries manufacturières et le tourisme constituent les secteurs les plus importants et leur contribution est significative dans une économie de plus en plus tournée vers les exportations. La part de l'agriculture dans celles-ci est en effet de 7.5 % en 1996, celle des dérivés des phosphates de 10.3 %, celle des industries manufacturières de 80.8 % alors que le tourisme contribue pour 16 % aux recettes courantes.

Le taux de croissance de l'économie tunisienne était de 6.9 % en 1996 et a évolué en moyenne à un taux de 4.2 % durant les dix dernières années. Le taux d'inflation était de 3.7 % durant l'année 1996.

Grâce aux encouragements par l'Etat, la contribution du secteur privé aux investissements s'accroît de plus en plus et représente, en 1996 47.4 % de l'ensemble des investissements, l'Etat gardant sa position de premier investisseur et le taux d'investissement global se situant à 24.1 % du PNB.

La balance commerciale et la balance des paiements étant déficitaires, la Tunisie recourt souvent à des emprunts extérieurs et le taux d'endettement était en 1996 de 51.4 % du PNB alors que le service de la Dette extérieure était de 16.7 %.

A.3) Données sociales

Grâce à une politique sociale volontariste, le niveau de vie des tunisiens est en progression et la Tunisie a été classée en 1993 à la 78^{ème} place par le PNUD, selon l'indicateur de Développement humain (0,727), avec une espérance de vie à la naissance de 68 ans⁸, un taux d'alphabétisation des adultes de 64 % et un taux brut de scolarisation de 66 %. Cependant, depuis cette date le taux de scolarisation s'est beaucoup amélioré avec l'institution en 1995 de la scolarité obligatoire de 9 ans. En outre, le taux de pauvreté a nettement reculé en se situant en 1996 à 8.6 % de la population.

La Tunisie a un système de protection sociale et une législation sociale avancée⁹.

La politique contractuelle mise en œuvre en 1973 a particulièrement développé les négociations collectives, plus particulièrement en ce qui concerne la répartition des fruits de la croissance entre le capital et le travail.

⁵ Source: Ministère de l'Enseignement Supérieur.

⁶ 1 dollar US = 1 Dinar, 20

⁷ INS - 31/12/69

⁸ Médecin pour 1,540 habitants.

⁹ 57 conventions internationales du Travail ont été ratifiées

Le régime de la Sécurité Sociale couvre depuis 1984 l'ensemble des travailleurs, y compris ceux de l'agriculture, les travailleurs indépendants et les professions libérales.

A.4) Données politiques

La Tunisie est une République (depuis 1957).

A.4.1) Constitution et organisation politique

La Constitution tunisienne promulguée le 1^{er} Juin 1959 et modifiée en 1976 et en 1988¹⁰ a institué une démocratie représentative basée sur la souveraineté du peuple qui l'exerce par l'élection libre directe et au suffrage universel du Président de la République et des députés.

La Constitution garantit les droits fondamentaux et les libertés publiques et fixe l'organisation des Pouvoirs Publics.

L'intégrité de la Personne, l'intégrité du domicile, le secret de la correspondance, la liberté de déplacement et la liberté du choix de domicile sont garantis par les articles 5-12-13a et 10.

La liberté de pensée, la liberté de l'exercice du culte, la liberté d'expression de presse et de publication, la liberté de réunion et d'association et le droit syndical sont garantis par les articles 5 et 8.

Les pouvoirs publics

Le Pouvoir exécutif est exercé par le Président de la République élu au suffrage universel et assisté d'un gouvernement dirigé par un Premier Ministre.

Le Gouvernement est responsable devant le Chef d'Etat et devant le Parlement.

Le Parlement Tunisien est unicaméral. Il se compose de 163 députés élus au suffrage universel.

L'autorité judiciaire est indépendante

Les institutions constitutionnelles

Le Conseil économique et social est une instance constitutionnelle consultative, auprès du Gouvernement et du Parlement. Il est consulté obligatoirement sur tout projet de loi à caractère économique et social et sur les plans de développement. Il se compose de représentants désignés des organisations syndicales des travailleurs et des employeurs ainsi que du mouvement associatif, de représentants élus des collectivités régionales et locales et d'experts désignés en fonction de leur compétence, de manière à refléter la diversité des opinions dans la Société.

Le Conseil constitutionnel contrôle la conformité des lois avec la Constitution, tandis que *le Conseil d'Etat* contrôle par l'intermédiaire du *Tribunal administratif* la légalité des actes pris par l'Administration Centrale, régionale ou locale et, par l'intermédiaire de *la Cour des comptes*, la régularité de la gestion financière de l'Administration.

Les partis politiques en Tunisie

De 1963 à 1983, l'activité politique était monopolisée par un Seul Parti, le Néo-Destour, devenu en 1964 le Parti Socialiste Destourien et, depuis 1988, le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD).

Actuellement, sept partis politiques existent et cinq d'entre eux sont représentés au Parlement et dans certains Conseils municipaux. Cependant, le RCD détient la grande majorité des sièges au Parlement et dans les Conseils municipaux.

¹⁰ Loi du 8 avril 1976 et loi du 25 juillet 1998.

B) L'évolution du mouvement syndical en Tunisie

Nationaliste dès sa constitution (B1), le mouvement syndical tunisien a évolué après l'Indépendance en fonction de l'environnement politique et économique du pays. *Participatif* durant les quinze premières années de l'Indépendance (B2), il devient de plus en plus *revendicatif* avec la libéralisation de l'économie (B3) et prend à un certain moment un caractère nettement *contestataire* (B4).

B.1) Dès l'origine, les motivations des fondateurs du Mouvement Syndical tunisien ont été à la fois syndicales et nationales. En effet, la constitution de l'organisation syndicale tunisienne durant la période du Protectorat français répondait à une volonté de se dégager de l'emprise des organisations syndicales françaises qui avaient leurs sections en Tunisie, et d'affirmer la spécificité des revendications de la classe ouvrière tunisienne et ses aspirations non seulement à l'amélioration de ses conditions de vie et de travail, mais aussi à la dignité et à la liberté.

Créée il y a plus de cinquante ans¹¹, l'UGTT affirme d'emblée son caractère de *mouvement syndical indépendant, sa vocation nationaliste et intègre son action dans le cadre du Mouvement de Libération Nationale*. Ses revendications qui sont au départ essentiellement syndicales¹² évoluent rapidement et revêtent dès le 3^{ème} congrès¹³, *une dimension politique incontestable*. On y trouve en effet, à côté des revendications traditionnelles, d'autres revendications plus générales et plus politiques telles que "le relèvement du niveau social et intellectuel du Peuple par l'instruction obligatoire, le remplacement du Grand Conseil¹⁴ par une Assemblée Nationale élue, la constitution d'un "Ministère avec les pouvoirs qui s'attachent à une formation gouvernementale démocratique responsable de ses actes". Deux années plus tard, l'UGTT établit et diffuse son programme dans lequel on peut lire que "la disparition du régime colonialiste est la condition sine qua non de la réalisation des aspirations des masses dans tous les domaines de la vie" et que "l'objectif de libération nationale et de progrès social est et demeure un et indivisible".

L'engagement de l'UGTT dans la lutte pour la libération nationale s'est concrétisé non seulement par la formulation de revendications politiques, mais aussi par une participation active à l'action politique et à la direction du mouvement de libération nationale, ce qui a eu, entre autres conséquences, l'assassinat en Décembre 1952 du fondateur et chef du mouvement syndical tunisien¹⁵ par une organisation terroriste colonialiste, et l'emprisonnement de plusieurs dirigeants syndicaux.

B.2) Au lendemain de l'Indépendance, l'UGTT qui a payé un lourd tribut à la libération nationale, s'est trouvée associée à la mise en place des institutions et des structures du nouvel Etat tunisien.

A l'Assemblée Constituante, élue au suffrage universel, l'UGTT a participé à l'élaboration de la première Constitution tunisienne, qui consacre les droits politiques, économiques et sociaux fondamentaux et qui garantit le droit syndical ainsi que les libertés de réunion et d'association¹⁶. C'est cette même Assemblée, dont le secrétaire général de l'UGTT était le vice-Président, qui a destitué le Bey et institué le régime républicain¹⁷.

L'UGTT participa également au 1^{er} gouvernement de la Tunisie indépendante et, durant les 4 premières années de l'Indépendance, plusieurs textes législatifs et réglementaires à caractère social

¹¹ 20 janvier 1946.

¹² Les motions de l'Assemblée constitutive de l'UGTT portent sur la conclusion de conventions collectives, l'institution du régime de retraite, l'amélioration des allocations familiales et la création de conseils de prudhommes.

¹³ Avril 1949.

¹⁴ Organe législatif dont les membres sont désignés par le pouvoir colonial.

¹⁵ Farhat Hached.

¹⁶ Article 8 de la Constitution.

¹⁷ 25 juillet 1957.

furent promulgués, notamment le Statut des ouvriers agricoles (1956), l'Organisation de l'Apprentissage et de la Formation professionnelle (1956), les Statuts des Syndicats professionnels (1959), l'Organisation des Services de l'Emploi (1960), l'institution des Comités d'Entreprises, de la Sécurité Sociale et du régime de Retraite dans le secteur non agricole (1960).

Durant les années 60, le gouvernement adopta une politique de dirigisme économique et entreprit une expérience de collectivisation dans le domaine du commerce et de l'agriculture.

Durant la même période, des divergences apparurent au sein de l'équipe dirigeante de l'UGTT concernant l'attitude à adopter à l'égard de la politique du gouvernement et sur la nature même de l'action syndicale, qui devait être essentiellement revendicative pour les uns et participative pour les autres. Après un changement à la tête de sa direction, l'UGTT adopta *une attitude d'appui aux choix économiques et sociaux du gouvernement jusqu'à l'arrêt de l'expérience de collectivisation en 1969*. Durant cette période, le caractère revendicatif des syndicats était en veilleuse et les grèves étaient rares sinon inexistantes.

B.3) A partir de 1970, le gouvernement tunisien adopta une politique de libéralisation progressive de l'Economie et appela les organisations d'employeurs et de travailleurs à une concertation permanente avec l'Etat dans le cadre du "Contrat de Progrès", concertation portant à la fois sur les objectifs nationaux du Développement et sur la répartition des résultats de la croissance.

Cette nouvelle politique contractuelle s'est traduite sur le plan social par le développement des négociations collectives entre l'UGTT et l'Organisation tunisienne des employeurs¹⁸, qui aboutirent à la conclusion de plusieurs conventions collectives sectorielles. Parallèlement, l'UGTT négocia, avec les représentants de l'Etat, le Statut de la Fonction Publique et celui des entreprises nationales. Tout en appuyant les choix économiques du gouvernement, l'UGTT développa durant cette période ses activités revendicatives et les grèves augmentèrent en nombre et en intensité¹⁹.

La hausse des prix et la détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs salariés, ainsi que les mesures de licenciements abusif des cadres syndicaux dans les entreprises furent à l'origine de ce mouvement revendicatif qui caractérisa l'action syndicale durant les années 70.

B.4) Par ailleurs, la prédominance du Parti unique²⁰ sur la scène politique et l'absence de voix d'expression organisées et légales de l'opposition ont fait converger vers l'UGTT les opposants et les mécontents de tout bord et ont contribué à développer au sein de cette organisation syndicale la dimension contestataire.

Malgré la conclusion d'un "Pacte Social" en 1977 avec le Gouvernement et le Patronat en vue de préserver la paix sociale, en contre-partie d'une révision automatique des salaires en fonction de l'augmentation du coût de la vie et malgré une augmentation substantielle des salaires, *l'action syndicale, mue par des considérations à la fois sociales et politiques, débouche en 1978 sur une grève générale, des manifestations sanglantes et une crise ouverte avec le Gouvernement.*

Cette première crise entre l'UGTT et le gouvernement a affaibli momentanément l'organisation syndicale, dont la plupart des responsables furent traduits en justice et emprisonnés.

Après leur libération et la normalisation de l'activité syndicale²¹ la direction de l'UGTT montra une certaine réticence à l'égard de toute forme de participation politique qui reviendrait à cautionner la politique du Gouvernement.

C'est ainsi que la participation de l'UGTT aux élections législatives en 1982 sur une même liste que le Parti au pouvoir a donné lieu à une scission au sein du mouvement syndical et à la création de l'UNTT. L'UGTT continua son activité essentiellement revendicative en proclamant son indépendance à l'égard du Parti au pouvoir, mais sans renoncer à son caractère contestataire et fortement politique.

¹⁸ Union tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA).

¹⁹ 150 en 1972 - 452 en 1977.

²⁰ Parti Socialiste Des tourien (P.S.D.)

²¹ En 1981, suite au congrès extraordinaire de Gafsa.

Malgré des augmentations substantielles des salaires durant les années 1982 et 1983, et l'extension de la sécurité sociale aux travailleurs du secteur agricole, les tentatives du gouvernement de relancer la concertation avec l'UGTT sur d'importants dossiers d'ordre économique et social tels que l'Emploi, la Fiscalité et la restructuration des entreprises nationales, n'ont pas abouti.

Les revendications de l'UGTT ont été jugées excessives par le gouvernement et considérées comme des prétextes pour l'affaiblir politiquement. Une nouvelle crise ouverte avec le gouvernement aboutit en 1985 à une autre scission au sein même de l'UGTT, au démantèlement de ses structures, à une baisse considérable de ses ressources et à un affaiblissement de sa présence sur la scène nationale.

Ce n'est que depuis 1989 que l'UGTT a pu recouvrer son unité et reprendre sa place comme représentant unique des travailleurs en Tunisie.

C) Données sur la présence syndicale en Tunisie

Les premiers syndicats tunisiens se sont constitués avant l'Indépendance, dans des activités à forte concentration de main-d'œuvre tunisienne, mais dont le capital et l'administration étaient détenus par la France, Puissance occupante. L'Etat tunisien avait en effet concédé à des sociétés étrangères un certain nombre de services et d'activités économiques, qui employaient une main-d'œuvre indigène importante : les mines, les chemins de fer, l'électricité, les domaines agricoles à l'Enfida. Des syndicats tunisiens se sont également créés dans l'enseignement et dans les PTT, ce qui fait qu'au lendemain de l'Indépendance, c'est dans les services publics et dans les entreprises appartenant autrefois aux capitaux étrangers et nationalisées depuis, que les syndicats étaient les plus influents et que les traditions syndicales étaient les mieux enracinées. Et c'est à partir de ces «pôles» d'activité que l'action syndicale s'est progressivement propagée, tout en restant limitée dans certains secteurs (agriculture) et dans certaines régions où l'activité économique était à prédominance agricole (Nord Nord Est et Sud). Toutefois, avec la politique de décentralisation industrielle engagée par le Gouvernement tunisien à partir des années soixante, l'action syndicale s'est étendue à toutes les régions de la Tunisie avec cependant une forte présence dans les régions côtières à grande concentration industrielle : Tunis, Sfax, Sousse, Monastir, Gabès et Bizerte. Les centres miniers de la région de Gafsa constituent également un des bastions du syndicalisme en Tunisie.

Si le taux de syndicalisation est actuellement de l'ordre de 20 % sur le plan national²² il est beaucoup plus élevé dans les entreprises publiques telles que les chemins de fer (67 %), l'électricité, les cimenteries²³, les transports routiers et les mines.

L'UGTT est également particulièrement influente dans les secteurs de l'enseignement²⁴, des PTT, des transports aériens, des ports.

Dans sa stratégie, elle a constamment cherché à être présente là où il y a des travailleurs salariés, mais elle n'hésite pas à se présenter comme porte-parole de travailleurs non salariés, lorsque ceux-ci ne sont pas organisés ou lorsqu'ils appartiennent à un secteur névralgique où les grèves ont un retentissement particulier au niveau de l'opinion publique et de la population.

Il en est ainsi du Marché de gros de la ville de Tunis, où la coopérative des déchargeurs payés à la part a été créée par l'UGTT et est restée sous son influence.

Dans le secteur privé, c'est dans les entreprises textiles où prédomine la main-d'œuvre féminine que le taux de syndicalisation est le plus élevé. Cependant, l'objectif de l'UGTT : «un syndicat par entreprise» est loin d'être atteint. Avec l'affaiblissement du mouvement syndical au milieu des années 80 suite au conflit syndicat-gouvernement, plusieurs entreprises privées ont licencié les dirigeants syndicaux au prix d'indemnités et de dommages intérêts élevés auxquels les ont condamné les Tribunaux.

²² 547 délégués au dernier congrès, à raison d'un délégué pour 600 adhérents, pour une population salariée de 1.628.000 selon les statistiques de l'INS de 1994.

²³ 70 % dans la cimenterie de l'Enfida.

²⁴ Chaque cycle d'enseignement ayant son propre syndicat.

En outre, la présence syndicale est plus faible dans le secteur du tourisme où l'activité est saisonnière et dans le secteur agricole pour les mêmes raisons. Toutefois des Syndicats se sont implantés dans les fermes d'Etat qui emploient une main-d'œuvre permanente.

Les efforts de l'UGTT pour prendre en charge la défense des intérêts des «Khammassa²⁵» forme traditionnelle de métayage fort répandue dans les palmeraies du Sud tunisien, ont échoué devant l'opposition de l'Union des Agriculteurs et du Gouvernement qui contestaient la qualité de salariés aux travailleurs employés dans ces régions agricoles et payés à la part. Elle a réussi par contre à organiser les pêcheurs de Sfax, payés à la part, dans une coopérative qui tout en étant indépendante est restée sous l'influence de l'UGTT.

Ceci étant, l'UGTT est implantée dans chacun des 23 chefs-lieux de Gouvernorat (préfectures), où elle dispose d'une union régionale, et dans une centaine des 250 délégations (sous-préfectures) où elle dispose d'une union locale, le rôle de ces unions étant de susciter la création de nouveaux syndicats tout en assistant ceux qui existent dans leurs activités.

Pour résumer, on peut dire que l'UGTT est présente dans toutes les régions du pays et dans tous les secteurs de la vie économique, mais que son influence est plus importante dans le secteur public que dans le secteur privé.

Après cet aperçu de l'environnement économique, social et politique de l'action syndicale, le rappel de l'évolution du mouvement syndical tunisien nationaliste et participatif à ses débuts, puis indépendant, revendicatif et de plus en plus contestataire et la présentation de quelques données sur la présence syndicale en Tunisie, il convient d'examiner en profondeur, dans une deuxième partie, la portée et le contenu de la stratégie syndicale, et plus particulièrement les fondements et les principes de base de l'action syndicale, ses objectifs et les relations de l'UGTT avec les différents acteurs politiques, économiques et sociaux.

²⁵ Travailleurs «indépendants» qui accomplissent tous les travaux d'irrigation, de taille, d'entretien et de culture des palmiers dattiers et qui sont payés au cinquième de la production. Ils vivent sur les promets qu'ils cultivent et exploitent pour leur propre compte les cultures maraîchères qu'ils font dans les oasis.

2. Portée et objectifs de la stratégie syndicale en Tunisie

Depuis sa création, l'UGTT s'est définie comme une organisation syndicale qui agit au niveau des employeurs pour obtenir l'amélioration des conditions de vie et de travail des salariés, et au niveau des pouvoirs publics pour promouvoir et défendre un projet de société qui favorise la réalisation des aspirations des "masses laborieuses" à la dignité, à la justice et au progrès.

Cette stratégie repose en fait sur une conception large de l'action syndicale qui mérite d'être analysée, dans ses fondements (I), ses objectifs (II) et sa mise en œuvre à travers les rapports des syndicats avec les différents acteurs politiques, économiques et sociaux (III).

A. Les principes de base et les fondements de l'action syndicale

Tout en se définissant comme une organisation essentiellement syndicale, l'UGTT se distingue des organisations syndicales traditionnelles par une *conception extensive de son rôle dans la société*, ce qui se traduit par un certain nombre de principes de base. Ces principes, qui constituent les fondements de son action, sont :

A.1) L'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs est indissociable du progrès de l'ensemble de la Société.

En fait ce principe sous-entend deux affirmations : *La première est que la condition des travailleurs salariés est indissociable de celle des autres travailleurs.*

A ce propos, l'UGTT, comme son nom l'indique, ne se considère pas seulement comme une organisation des salariés, mais comme celle du travail et de l'ensemble des travailleurs.

En effet, au moment de sa création en 1946, l'UGTT a réuni aussi bien les syndicats de salariés, des employés, des fonctionnaires et enseignants que ceux des artisans et petits commerçants, comme par exemple, le syndicat des détaillants en textiles, le syndicat des vendeurs et réparateur de cycles, le syndicat des épiciers et petits commerçants de l'alimentation.

La deuxième affirmation est que les travailleurs, ceux qui vivent du produit de leur travail, constituent les "masses laborieuses" et que leurs aspirations se confondent par conséquent avec celles de la Société dans son ensemble.

Cette association des revendications des travailleurs salariés avec celles de la société a donné à l'action syndicale tunisienne un contenu qui dépasse largement les revendications traditionnelles des syndicats et qui concerne par conséquent non seulement les employeurs, mais aussi et surtout les pouvoirs publics en tant responsables de la satisfaction des besoins fondamentaux de la population. C'est ce qui explique la dimension à la fois sociale et politique de l'action syndicale et qui fait que l'UGTT s'intéresse toujours à tout ce qui concerne la politique sociale du gouvernement : l'éducation, la santé publique, l'habitat, la jeunesse, les transferts sociaux.

Bien plus, en liant la défense des intérêts des travailleurs salariés à celle des "masses laborieuses" et de la population en général, l'UGTT établit la liaison de l'action syndicale avec l'action politique et situe ses revendications au niveau *non seulement de l'amélioration immédiate des conditions de vie et de travail, mais aussi de la préparation des conditions d'un avenir meilleur, et d'un progrès social durable.*

Ainsi, l'action syndicale en Tunisie, loin d'être chaotique comme le laisse supposer son évolution durant les quarante premières années de son existence, est mue par un certain nombre de constantes dont celle de chercher à *promouvoir la condition des travailleurs à travers le progrès de l'ensemble de la société.*

Cette constante dans la stratégie syndicale est perceptible à travers les congrès successifs de l'UGTT. Très tôt, au lendemain de la création de l'UGTT, cette stratégie a été définie dans ces termes par Farhat Hached, fondateur de cette organisation : "Le mouvement syndical tunisien... s'intéresse particulièrement à tout ce qui concerne le progrès social, le développement de la famille, la santé et l'avenir des jeunes, l'éducation des couches populaires dans tous les domaines. En d'autres termes, il est à l'écoute des revendications, il exprime la colère des mécontents ; il est le

porte-parole authentique des aspirations de la classe laborieuse dans le pays ; il veille à ses intérêts immédiats et lui prépare l'avenir ²⁶

Près de cinquante ans après, cette vision d'une organisation syndicale, ayant des responsabilités nationales, et qui ne limite pas son action à la défense des intérêts immédiats des travailleurs salariés, mais aussi « à l'édification de l'avenir du pays » a été encore rappelée par le Secrétaire Général de l'UGTT à l'occasion de son dernier Congrès.

A.2) *La force de pression et de persuasion des syndicats dépend de leur unité.*

“L'unité fait la force”, telle est la devise de l'UGTT depuis sa création.

Tout au long de son existence, elle a lutté en effet *pour unir l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels et pour être leur seul représentant* tant au niveau national qu'au niveau de l'entreprise. Cette unité syndicale a conféré d'abord à l'UGTT une forte capacité de proposition et lui a permis, grâce à la présence parmi ses membres de cadres enseignants, de participer activement aux discussions relatives aux choix et aux orientations économiques et sociales du Gouvernement.

Par ailleurs, cette unité syndicale a donné à l'UGTT une présence et une grande capacité de mobilisation des travailleurs dans tous les secteurs, ce qui fait que les grèves, lorsqu'elles se déclarent, sont capables de paralyser des activités névralgiques et particulièrement sensibles.

En outre, l'unité syndicale a accrédité l'UGTT en tant que seul et unique représentant des intérêts des travailleurs, ce qui en a fait non seulement *l'interlocuteur unique des employeurs et du gouvernement mais, pour ce dernier, un allié politique de taille dont l'appui est particulièrement précieux et continuellement recherché.*

Enfin, cette unité a donné à l'UGTT un poids considérable, non seulement dans les négociations collectives mais aussi sur la scène politique, notamment durant la période marquée par la prédominance du Parti unique qui, tout en cherchant à s'assurer son alliance, craignait son hostilité et surtout sa capacité de mobilisation de l'opposition.

C'est ce qui explique que, durant les crises qui ont secoué l'UGTT tout au long des quarante premières années de son existence, les dissensions avec le gouvernement ont favorisé les tentatives d'affaiblissement de la représentativité de l'UGTT à travers des scissions encouragées par le Parti au pouvoir, en 1956²⁷ et en 1984²⁸. Si la première scission a été vite surmontée et a eu des effets limités, la seconde a eu des effets désastreux sur l'action syndicale et l'UGTT n'a retrouvé son unité que cinq ans après, à l'occasion du congrès de la “reconstruction syndicale” ²⁹.

A.3) *Liberté et justice sociale sont les leviers du progrès social.*

Tout en liant l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs au progrès de l'ensemble de la société tunisienne, l'UGTT a pris conscience, dès sa constitution, du fait que le progrès social implique le respect des libertés et la promotion de la justice sociale.

“La vérité, disait à ce propos le fondateur de l'UGTT, est que notre mouvement syndical s'intègre dans le combat national pour la libération, pour le droit démocratique, pour le respect des droits de la personne humaine, pour l'amélioration de la condition ouvrière, le Progrès Social, le relèvement du standing de vie des masses...” ³⁰.

Cette association du Progrès Social à la défense des libertés et à la promotion de la justice sociale est constamment rappelée dans les objectifs et les programmes de l'UGTT et revient comme un leitmotiv à l'occasion de ses différents congrès.

²⁶ Conférence au siège de l'Association des Etudiants musulmans nord-africains (AEMNA), Paris 1948 - citée par Archives de l'UGTT.

²⁷ Création de l'UTT en octobre 1956.

²⁸ Création de l'UNTT - 18 février 1984.

²⁹ Avril 1989.

³⁰ Discours de F. Hached au congrès de l'AFL-CIO - Los Angeles, 24/9/1951. Archives de l'UGTT.

C'est ainsi que le 5^{ème} congrès qui s'est tenu en Juillet 1954, deux ans avant l'indépendance, avait pour devise : "Pour les libertés démocratiques, l'indépendance de la Tunisie et la justice sociale . Neuf ans plus tard, la devise du 9^{ème} congrès³¹ était pratiquement identique : "Pour la justice sociale, la démocratie économique et la liberté .

Aujourd'hui encore, l'UGTT continue à lier le progrès social aux libertés et à la justice sociale et à intégrer ces concepts dans ses objectifs et ses programmes.

Dans son récent rapport au 18^{ème} congrès³², le secrétaire général de l'UGTT disait à ce propos: "Le phénomène essentiel que nous observons dans la société est celui de la marche vers plus de *démocratie* et vers l'extension des *libertés*, et ceci coïncide parfaitement avec nos objectifs de *justice sociale* et de prospérité pour tous .

Pour une organisation syndicale qui œuvre pour l'amélioration des conditions matérielles et morales des travailleurs et pour le progrès social en général, il est évident que son action ne peut s'exercer que dans un ordre politique et social qui garantit et consacre les libertés, et plus particulièrement les libertés syndicales : celle de s'associer, celle de se réunir, celle de négocier, celle de recourir à la grève le cas échéant.

L'UGTT, à l'occasion de sa participation à l'Assemblée Constituante, a contribué à inscrire ces libertés parmi les libertés collectives et individuelles garanties par la Constitution tunisienne.

Tout au long de son existence, elle a lutté pour leur concrétisation sur le terrain, au sein de l'entreprise et dans la société en général.

Cette lutte aboutit en 1973, à l'occasion d'une conjoncture politique et économique favorable, à la signature d'une Convention Collective-Cadre conclue avec le patronat et qui étend le champ des négociations collectives aux salaires, jusqu'ici fixés par décrets, tout en consacrant dans les faits les libertés syndicales.

Par ailleurs, la promotion de la justice sociale est une des raisons d'être du mouvement syndical et l'UGTT l'a toujours considérée comme l'un de ses objectifs prioritaires.

En prônant un ordre économique et social mû par la justice sociale, l'UGTT va plus loin que la rémunération équitable du travail. La justice sociale implique, en effet, une redistribution par l'Etat du revenu national à travers les transferts sociaux et la fiscalité. Comme le rappelait récemment le secrétaire général de l'UGTT :

"Loin des idéologies, nous restons attachés à un ordre économique qui permet de répartir les richesses avec le maximum d'équité, car la prospérité, à nos yeux, ne peut en aucun cas se construire par la privation d'une partie de la société au profit d'une autre. Nos principes nous amènent à croire encore plus profondément au fait que *l'Etat a été créé pour propager la justice et l'égalité et la sauvegarde de la paix sociale et la protection des catégories sociales les plus vulnérables.*

Et c'est de là que provient notre attachement à l'Etat en tant que facteur de régulation sociale, et principal responsable d'une distribution équitable des richesses du pays entre les catégories et les membres de la Société ³³

Ces principes de base qui constituent les constantes de la stratégie syndicale ont continuellement imprégné l'action syndicale et déterminé ses objectifs.

B) Les objectifs de l'action syndicale en Tunisie

Les objectifs que l'UGTT a assigné à son action, du fait de son histoire, des différents rôles qu'elle a assumés, se situent à plusieurs niveaux, à savoir :

1) *peser sur les orientations* et les choix du gouvernement en matière de développement économique et social; 2) *représenter et défendre* les intérêts des travailleurs; 3) *améliorer* les conditions de travail et le niveau de vie des travailleurs; 4) *participer* à la promotion des libertés,

³¹ Mars 1963.

³² Décembre 1993.

³³ 19^{ème} Congrès, 6-7 Avril 1999 - Rapport du Secrétaire Général, p. 5.

de la *démocratie* et des *droits de l'homme*; 5) *sauvegarder son unité, sa représentativité et son indépendance*.

B.1) Peser sur les grands choix du gouvernement en matière de développement

Quelle que soit la nature de ses relations avec le parti au pouvoir, l'UGTT a toujours participé aux choix du gouvernement et à ses orientations en matière de développement économique et social.

Déjà à la veille de l'Indépendance³⁴ le congrès du *néo-destour*³⁵, auquel avaient participé activement plusieurs leaders du mouvement syndical membres de ce parti, avait adopté un programme économique et social largement inspiré de celui de l'UGTT, qui fut mis en œuvre par le gouvernement durant les 13 premières années de l'Indépendance.

Durant les années 70, lorsque le gouvernement changea d'orientation économique et sociale et substitua à la politique de dirigisme économique une politique contractuelle plus libérale, l'UGTT et l'organisation patronale³⁶ devinrent des *partenaires de l'Etat dans la nouvelle politique contractuelle* et continuellement invités par le gouvernement à *se concerter entre elles et avec lui sur les objectifs nationaux du développement*, et sur la *répartition des résultats de la croissance*, alors que jusque là le gouvernement décidait seul et conduisait seul la politique économique et sociale.

La participation de l'UGTT aux orientations et aux choix du gouvernement en matière de développement économique et social, se faisait, jusqu'au milieu des années 80, au niveau du Parlement au sein duquel elle disposait d'un certain nombre de sièges.

Aujourd'hui, la représentation de l'UGTT au sein du Parlement s'est notablement affaiblie.

Cependant, si la représentation de l'UGTT est pratiquement inexistante au sein du Parlement, elle est plus importante et plus effective au sein du Conseil Economique et Social qui est une institution consultative prévue par la Constitution, à laquelle les projets de lois à caractère économique et social, ainsi que les plans de développement économique et social sont obligatoirement soumis pour avis, avant d'être examinés par le Parlement.

En outre, l'UGTT est membre du Conseil National du Plan qui arrête les grandes orientations économiques et sociales de chaque plan quinquennal. Elle est également représentée, ainsi que les organisations d'employeurs à la Commission Nationale du Dialogue Social, au sein de laquelle sont négociées les augmentations du SMIG et du SMAG³⁷ et les principales orientations concernant les conventions collectives.

C'est donc par sa participation à ces différentes instances consultatives que l'UGTT est constamment présente et participe activement à l'élaboration de la politique nationale de développement économique et social.

B.2 Défendre et représenter les intérêts matériels et moraux des travailleurs auprès du gouvernement, des employeurs et de l'opinion publique

B.2.1) Le gouvernement est le principal partenaire de l'UGTT d'une part, parce qu'il est le plus grand employeur et, d'autre part, du fait de sa fonction politique de régulateur de la vie économique et sociale et de principal source des textes législatifs et réglementaires.

En effet, c'est au niveau du gouvernement que l'UGTT agit pour l'amélioration de la protection sociale, des salaires et des avantages sociaux des travailleurs en général. Mais c'est aussi avec lui que l'UGTT négocie les dispositions réglementaires relatives aux statuts spécifiques des fonctionnaires de l'Etat et du personnel des établissements publics, des collectivités régionales et locales et des entreprises publiques.

³⁴ Décembre 1955.

³⁵ Parti qui conduisait le mouvement de Libération Nationale.

³⁶ L'Union Tunisienne de l'Industrie du Commerce et de l'Artisanat (UTICA).

³⁷ Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti et Salaire Minimum Agricole Garanti.

Les syndicats sont également les vis-à-vis du gouvernement en tant que responsables du contrôle de l'application de la législation du travail et des conventions collectives, de la conciliation en matière de conflits collectifs du travail et de la supervision des négociations collectives.

B.2.2) Les autres interlocuteurs de l'UGTT sont les organisations d'employeurs dans les secteurs de l'industrie du commerce (UTICA) et dans ceux de l'agriculture et de la pêche (UTAP)³⁸, avec lesquelles elle négocie périodiquement les améliorations des salaires minima (SMIG et SMAG) ainsi que les conventions collectives sectorielles³⁹. Ces négociations ont lieu tous les trois ans sous l'égide du gouvernement et la révision des salaires et des conventions collectives sectorielles se fait en fonction de l'augmentation du coût de la vie et de la croissance économique.

Le Code du Travail a prévu la possibilité de négocier des conventions collectives au niveau de l'entreprise ; mais dans la pratique, les négociations collectives demeurent centralisées au niveau national et sectoriel. De ce fait l'entreprise privée⁴⁰ se trouve très souvent exclue de la sphère des négociations collectives, se contentant d'appliquer un système de rémunération et des conditions de travail qui sont fixés en dehors d'elle, par les conventions collectives sectorielles.

Néanmoins, l'action syndicale s'exerce au sein de l'entreprise où existe un syndicat de base ou un délégué syndical, et porte davantage sur le contrôle de l'application de ce qui est prévu par le code du travail, par les statuts ou par les conventions collectives sectorielles que sur l'amélioration des salaires et des conditions de travail au sein de l'entreprise.

Par ailleurs, le syndicat de base exerce un certain contrôle sur les mesures disciplinaires à travers les comités consultatifs d'entreprise où il est représenté, et déclenche les grèves en cas de conflit collectif avec l'employeur, après accord de la Centrale Syndicale.

Il y a lieu de rappeler que l'UGTT a constamment lutté pour conserver le monopole de la représentation des intérêts des travailleurs au sein de l'entreprise. C'est ainsi que les comités d'entreprises, créés en 1960, et composés des représentants élus des cadres et des salariés, "dans une perspective d'association progressive du personnel à la gestion et au développement de l'entreprise", ont rencontré l'hostilité non seulement des employeurs mais aussi des syndicats. Ils ont été remplacés en 1994 par les "comités consultatifs d'entreprise", organismes paritaires, dont les membres sont élus mais dont les attributions sont essentiellement consultatives et nettement différenciées de celles des syndicats qui demeurent l'unique représentant des intérêts des travailleurs au sein de l'entreprise et les seuls habilités à présenter les revendications et à négocier avec l'employeur.

B.2.3) Tout en maintenant et en renforçant sa position d'interlocuteur unique du gouvernement et des employeurs, l'UGTT s'est employée à accréditer auprès de l'opinion publique nationale et internationale son image de seul représentant des travailleurs.

En effet, dans l'opinion publique nationale, l'UGTT jouit d'un grand prestige du fait de sa contribution à la lutte pour la libération nationale. Chaque année, l'anniversaire de l'assassinat de son fondateur⁴¹ est célébré par une cérémonie officielle présidée par le Chef de l'Etat et à laquelle participent les membres du gouvernement, les responsables syndicaux et les représentants des partis politiques.

Par ailleurs, l'UGTT a acquis l'image d'une organisation syndicale agissante et proche des préoccupations populaires. Ses activités sont relatées dans son propre organe de presse⁴² et dans les différents médias.

³⁸ Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche.

³⁹ Les Conventions Collectives Sectorielles existent seulement dans les secteurs non agricoles (Industrie, Commerce et Services).

⁴⁰ Les Personnels des Entreprises publiques sont régis par des statuts qui font l'objet de révisions périodiques après concertation avec les syndicats.

⁴¹ Farhat Hached a été assassiné le 5 décembre 1952.

⁴² Echaâb (Le Peuple), journal hebdomadaire.

B.3) Améliorer les conditions de travail et le niveau de vie des travailleurs

La défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs par une organisation syndicale unique et représentative s'est concrétisée par l'amélioration progressive des conditions de travail et du niveau de vie des travailleurs salariés.

En effet, si l'amélioration des conditions de travail des travailleurs salariés a commencé durant la période du protectorat français et a bénéficié notamment de l'avènement du Front populaire en France (durée hebdomadaire du travail et congés annuels payés)⁴³, c'est après l'Indépendance que les «conquêtes syndicales et les acquis sociaux» ont été les plus importants. On peut citer, notamment: l'insertion du droit syndical parmi les droits garantis par la Constitution de 1959, l'institution du SMIG et du SMAG et l'instauration de négociations collectives en 1973 et 1974, dans le cadre de la politique contractuelle, qui permettent la préservation du pouvoir d'achat des travailleurs salariés et un partage négocié des fruits de la croissance entre le capital et le travail.

Certes, durant la première décennie de développement (1960-1970) marquée par une planification rigide et par la collectivisation des moyens de production, le pouvoir d'achat des travailleurs salariés n'a pas connu d'amélioration significative. Cependant, la nouvelle politique contractuelle instaurée au début des années 70 a permis une amélioration substantielle du niveau de vie des travailleurs salariés, le salaire moyen ayant augmenté de 10,7 % en moyenne par an au cours de la décennie 1970-1980, de 24.5 % en 1982 et de 14.4% en 1983⁴⁴.

Cette augmentation du salaire moyen durant la 2^{ème} décennie de développement reste cependant inférieure à l'accroissement du revenu moyen par tête d'habitant qui était de 13.5 % par an durant la même période, à celui de l'entreprise et du capital allant aux ménages qui était de 18.2 % en moyenne par an et au revenu moyen par actif non salarié qui a augmenté de 15.4 % par an durant la même période.

En outre, l'amélioration du niveau de vie des travailleurs salariés et de leur pouvoir d'achat reste tributaire de la conjoncture économique, particulièrement favorable durant les années 70 et au début des années 80, et qui s'est aggravée depuis. C'est ce qui explique que le salaire minimum réel a diminué de 3 % entre 1986 et 1991 alors que le salaire moyen a connu une augmentation de 2 % entre 1992 et 1997⁴⁵.

B.4) Oeuvrer pour la promotion des libertés, de la démocratie et des droits de l'homme

Promouvoir les libertés et la démocratie constitue un objectif que l'UGTT a inscrit dans ses statuts (art. 25). Les syndicats sont conscients en effet que la liberté syndicale est indissociable des autres libertés et qu'un régime démocratique répond mieux aux aspirations des travailleurs à des conditions de vie meilleures.

Comme cela a été indiqué précédemment, l'UGTT, par sa participation active au mouvement de libération nationale, à l'avènement de la République et à l'élaboration de la Constitution tunisienne a contribué à la consécration de la souveraineté du peuple comme fondement du nouvel état tunisien indépendant. Elle a contribué également à l'inscription des droits fondamentaux de l'homme et des libertés collectives et individuelles dans la constitution tunisienne.

Pendant les vingt premières années de l'Indépendance, l'UGTT a adhéré à l'idéologie de «l'union nationale» préconisée par le parti au pouvoir et a constitué avec les autres organisations professionnelles, «unies» autour du parti unique, une alternative à la lutte des classes et au pluralisme politique.

Cependant, tout en étant alliée au parti au pouvoir, l'UGTT est restée ouverte au pluralisme des idées et des opinions et a constitué à partir des années 70 le «refuge» des courants politiques

⁴³ Décret du 11 décembre 1936.

⁴⁴ M. Ennaceur - "La politique sociale de la Tunisie depuis l'indépendance", dans "Travail et Développement", No. 10, 1987.

⁴⁵ Rapport général au 19ème Congrès - avril 1999.

opposés au régime du parti unique, ce qui l'a amenée à exprimer dans ses positions publiques les aspirations de la base et de l'opposition à la démocratie et aux droits de l'homme.

C'est ainsi qu'elle a été co-fondatrice de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme, et que son organe de presse «Echaab» est devenu au milieu des années 70, le moyen d'expression de l'opposition et des militants pour la promotion de la démocratie, des libertés et des droits de l'homme.

Cette dimension politique de l'action syndicale a été souvent reprochée aux syndicats par les pouvoirs publics et a été à l'origine de sérieux conflits entre l'UGTT d'une part, le parti unique et le gouvernement d'autre part, comme nous le verrons plus en détail dans les pages suivantes.

B.5) Sauvegarder l'unité des travailleurs manuels et intellectuels dans une organisation indépendante

L'UGTT a continuellement œuvré pour *sauvegarder l'unité des travailleurs*, pour la rétablir après les multiples scissions qu'elle a vécues et *pour préserver son indépendance vis-à-vis du gouvernement, des partis politiques et du Patronat*.

Depuis sa création, elle a pu unir dans le même mouvement syndical les représentants des professions manuelles et intellectuelles, et cette diversité dans l'unité lui a été bénéfique. Elle a largement contribué à lui donner sa stature d'organisation représentative de l'ensemble des travailleurs et à lui conférer à la fois sa force de pression, sa capacité de proposition et son rôle de partenaire social et de partie prenante dans toutes les activités économiques, sociales et culturelles du pays.

Cette représentativité, et le poids social et politique qu'elle a conféré à l'UGTT, a fait de celle-ci *un objet de sollicitude et de convoitise permanente et la cible de manœuvres politiques destinées tantôt à s'assurer son soutien, tantôt à la soumettre sinon à la diviser et à l'affaiblir*. C'est ce qui explique que, tout au long de son histoire, l'UGTT a eu constamment *le souci stratégique de maintenir son unité et son indépendance*, tout en entretenant avec le pouvoir politique des relations tactiques, dictées par la conjoncture et les intérêts du moment.

C) Les rapports des syndicats avec les différents acteurs politiques, économiques et sociaux

C.1) Avec le parti au pouvoir, les relations de l'UGTT ont évolué en dents de scie, passant de l'alliance au partenariat puis à l'opposition pour se stabiliser dans la neutralité.

C.1.1) L'alliance

Comme cela a été signalé dans l'introduction, l'UGTT a participé à la lutte pour la libération nationale, conduite par le parti du Néo-Destour. Du fait que la plupart des responsables syndicaux étaient membres de ce parti, elle a joué un rôle déterminant à l'occasion du Congrès, qui s'est tenu au lendemain de l'autonomie interne et à la veille de l'indépendance⁴⁶, et qui devait départager les partisans de l'indépendance par étapes⁴⁷ et ceux de l'indépendance immédiate et totale⁴⁸. En fait, le clivage entre les deux tendances était plus profond et portait sur le modèle de société que les uns et les autres cherchent à faire prévaloir dans une Tunisie indépendante.

La première tendance était moderniste et privilégiait des relations de coopération avec la France et le monde occidental, tandis que la seconde était conservatrice, faisait prévaloir le caractère arabo-musulman de la Tunisie et recherchait son ancrage au Moyen Orient. La Direction de l'UGTT apporta son appui à la première tendance et favorisa ainsi sa victoire au sein du Congrès du Néo-Destour tout en faisant adopter par celui-ci son propre programme économique et social. Bien plus,

⁴⁶ Décembre 1955.

⁴⁷ Tendance conduite par H. Bourguiba, Président du Néo-Destour.

⁴⁸ Tendance conduite par S. Ben Youssef, Secrétaire Général du Néo-Destour.

le congrès de l'UGTT qui a suivi celui du Néo-Destour proposa la fusion organique avec celui-ci, proposition qui a été repoussée par le Parti qui avait flairé dans cette proposition une tentative de "phagocytose".

Au lendemain de l'Indépendance, l'UGTT participa sur une liste d'union nationale conduite par le Néo-Destour aux premières élections législatives pour l'élection de l'Assemblée Constituante, puis au premier gouvernement de la Tunisie indépendante, et cette alliance a continué jusqu'à la première grande crise entre le gouvernement et l'UGTT en janvier 1978. Cette crise entraîna la démission des responsables syndicaux des instances dirigeantes du parti au pouvoir.

C.1.2) Le partenariat

En fait, et bien avant la rupture de janvier 1978, l'UGTT avait commencé à jouer un autre rôle politique en devenant le partenaire social de l'Etat dans le cadre de la politique contractuelle inaugurée par le gouvernement en 1973. Cette politique était présentée en effet comme étant "l'expression d'un pluralisme économique et social, opposé non seulement à l'étatisation et à la collectivisation généralisée, mais à un pluralisme politique, c'est à dire à la multiplicité des partis"⁴⁹.

La politique contractuelle était par conséquent l'expression d'un projet politique, visant à accréditer un système économique libéral naissant et le pluralisme économique et social comme alternative au collectivisme et au pluralisme politique.

De ce fait les organisations professionnelles étaient appelées à devenir les partenaires politiques et sociaux du pouvoir. Du coup, les relations au travail tout en s'engageant sur la voie de la négociation collective se sont politisées.

C.1.3) L'opposition

Dans une conjoncture politique dominée par le parti unique, l'UGTT est devenue progressivement le refuge et le canal d'expression des tendances politiques diverses opposées au pouvoir, pour finir par constituer un véritable "contre pouvoir" et "un front de l'opposition politique".

Cette situation eut pour conséquence des crises avec le pouvoir et des scissions au sein même de l'UGTT dont la dernière remonté à 1984.

C.1.4) La neutralité

Aujourd'hui, riche de cette expérience et compte tenu de l'évolution politique du pays où existent plusieurs partis politiques, l'UGTT a adopté une attitude de neutralité à l'égard de ces partis tout en entretenant avec eux de bonnes relations.

A l'occasion du dernier congrès de l'UGTT, tous les dirigeants de partis politiques ont assisté à la séance d'ouverture et ont rendu hommage à l'action syndicale et à la neutralité de cette organisation à l'égard des partis.

C.2) Avec le gouvernement les relations de l'UGTT ont évolué en fonction de celles qu'elle entretenait avec le parti au pouvoir dont il est issu, mais aussi en fonction de sa qualité de principal partenaire de l'organisation syndicale, du fait qu'il est à la fois le pouvoir exécutif et le plus grand employeur du pays.

Par ailleurs, l'attitude du gouvernement à l'égard de l'UGTT a été influencée par son souci de tirer bénéfice de l'appui politique que l'organisation était susceptible de lui apporter, et aussi par celui de sauvegarder les équilibres macro-économiques, d'encourager l'investissement privé et de favoriser la compétitivité des entreprises.

De ce fait les relations syndicats -gouvernement ont toujours été marquées par cette multitude de considérations à la fois politiques, économiques et sociales.

Au plan politique, et à quelques exceptions près, l'UGTT a le plus souvent apporté au gouvernement un appui, parfois critique, mais toujours précieux et apprécié, même s'il résulte plus

⁴⁹ Rapport du Secrétaire Général du Parti Socialiste Destourien (PSD) au congrès de 1974.

de considérations tactiques et conjoncturelles que d'une adhésion totale à son programme et à ses objectifs.

Au plan économique, les revendications syndicales tiennent généralement compte du taux de la croissance, du coût de la vie et de l'évolution du commerce extérieur de la Tunisie.

Au plan social, l'action syndicale a toujours eu pour objectif de préserver et d'améliorer le pouvoir d'achat, de développer la protection sociale et de veiller à une répartition aussi équitable que possible des revenus.

Cette diversité des attentes et cette convergence des intérêts entre l'UGTT et le gouvernement ont eu pour effet de placer les relations des deux partenaires au plus haut niveau de la hiérarchie. Alors que les négociations se font généralement avec les départements ministériels concernés, le Secrétaire Général de l'UGTT n'hésite pas à solliciter l'arbitrage du Chef de l'Etat pour les questions importantes ou épineuses qui n'ont pu être réglées au niveau des départements ministériels concernés.

C.3) *Avec le patronat*, l'UGTT a au niveau national des négociations périodiques pour la révision des conventions collectives sectorielles. Ces négociations se font en présence de représentants du gouvernement qui agissent comme médiateurs.

La concertation entre les syndicats des travailleurs et des employeurs se fait également à des niveaux intermédiaires, tels que les commissions de licenciement collectif, ou les organes de gestion de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et ceux des agences de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

En outre, les tentatives de solution pacifique des conflits collectifs de travail s'effectuent au niveau de commissions nationales et régionales de conciliation où siègent les représentants des employeurs et des travailleurs.

Enfin, dans les entreprises, les syndicats exercent leurs activités librement, le droit syndical étant garanti par la Constitution.

Ce qui mérite d'être souligné à ce propos, c'est que les relations professionnelles sont en fait et le plus souvent - sauf à l'intérieur des entreprises - des relations tripartites, le représentant du gouvernement assurant régulièrement le rôle de conciliateur ou de médiateur.

C.4) *Avec la société civile*, l'UGTT entretient des relations suivies avec le mouvement associatif. Bien plus, n'étant pas une organisation exclusivement syndicale, elle constitue par l'étendue de son champ d'intervention et la multitude de ses centres d'intérêt un élément essentiel et un promoteur de la société civile.

Depuis sa création, en effet, l'UGTT a encouragé le mouvement coopératif et mutualiste. Elle a été à l'origine de la création des coopératives ouvrières de logement, des coopératives du marché de gros à Tunis, des pêcheurs à Sfax, de la mutuelle des enseignants et de celle du personnel de la santé publique. Si les coopératives de logements n'ont pas été un succès, celles du marché de gros et des pêcheurs ainsi que les mutuelles existent encore et sont actives et prospères.

Un membre de l'exécutif actuel de l'UGTT est chargé des relations avec le mouvement associatif et la société civile.

Cependant, si l'intérêt de la Centrale Syndicale reste limité pour le moment au moins aux activités sociales, les deux derniers congrès de l'UGTT tout en réaffirmant le rôle important du secteur mutualiste «qui permet de conjuguer l'effort de l'individu avec celui de la collectivité» et qui constitue «une introduction à la démocratie économique et une manifestation de la solidarité nationale et sociale»⁵⁰, ont mis également l'accent sur le rôle de «l'économie sociale».

Cet intérêt pour ce type d'économie révèle la tendance de l'UGTT à rechercher et à proposer des solutions alternatives à l'économie marchande, tendance qui s'affirme davantage à l'heure de la mondialisation.

⁵⁰ Rapport général au 18^{ème} congrès de l'UGTT - Décembre 1993.

3. L'UGTT et la mondialisation

La Tunisie a vécu durant les quinze dernières années des changements profonds dans les domaines économique, social et politique, qui ont eu des répercussions importantes sur la stratégie et les structures de l'UGTT.

La troisième partie de cette étude sera consacrée par conséquent à l'examen des répercussions de ces changements, en premier lieu sur la stratégie syndicale, plus particulièrement en ce qui concerne le rôle de l'UGTT dans la défense des intérêts des travailleurs(I), dans l'élaboration des choix économiques et sociaux du gouvernement (II), et sa participation à la vie politique nationale(III).

En second lieu, les répercussions de ces changements seront analysées au niveau de l'action syndicale, plus précisément en ce qui concerne la prise en compte des demandes sociales nouvelles (IV), des préoccupations des nouvelles catégories de travailleurs (V), l'organisation interne de l'UGTT et ses relations extérieures (VI), et enfin l'image des syndicats dans l'opinion publique nationale (VII).

A) Les changements dans l'environnement économique, social et politique en Tunisie

Dans le domaine économique d'abord, les années quatre-vingt ont vu se succéder les effets négatifs d'une crise économique aiguë, accompagnée de tensions sociales qui ont atteint leur paroxysme en 1984 par des manifestations populaires et des émeutes à l'occasion de ce qu'on a appelé la "révolte du pain" provoquée par une décision du gouvernement de supprimer, d'un seul coup, les subventions de l'Etat aux prix de vente sur le marché des produits céréaliers. Cette décision de réduire les subventions publiques aux prix de certains produits de grande consommation a révélé les limites d'une politique d'intervention excessive de l'Etat dans le domaine économique. Cette politique conjuguée à une diminution des ressources extérieures du fait de la dégradation des termes de l'échange, s'est soldée en 1985 par un déficit énorme du budget de l'Etat et de la balance commerciale et par une baisse des réserves de change tellement importante qu'il a fallu recourir à l'aide du FMI et de la Banque Mondiale pour permettre à l'Etat de faire face à ses engagements financiers.

C'est ainsi que la Tunisie adopta en 1986 un Plan d'Ajustement structurel destiné à rétablir les équilibres macro-économiques, à réduire les grands déficits, à restreindre l'intervention de l'Etat sur le marché, à privatiser progressivement les entreprises publiques, à libéraliser le commerce et à encourager les exportations et les investissements extérieurs.

Après avoir réussi son Programme d'Ajustement Structurel, la Tunisie qui est classée par la Banque Mondiale dans le groupe des pays à degré d'intégration élevé, a confirmé son engagement irréversible sur la voie de la libéralisation économique en adhérant au GATT, puis à l'Organisation Mondiale du Commerce, et en signant en 1996 avec l'Union Européenne un accord de partenariat qui prévoit la mise en place d'une zone de libre échange durant les dix prochaines années.

Ces changements dans la stratégie économique ont provoqué la mise en œuvre par le gouvernement d'un programme de restructuration des entreprises et de "mise à niveau" de l'économie destiné à accroître la compétitivité des produits tunisiens, à améliorer les exportations et à permettre à la Tunisie d'être de plain-pied dans la dynamique de la mondialisation.

Dans le domaine social, les changements qui sont aussi importants, traduisent le souci du gouvernement de concilier les préoccupations résultant d'une part de la demande sociale accrue en termes d'emplois, d'éducation, de formation, de protection sanitaire et sociale, et des revendications des travailleurs salariés pour préserver leur pouvoir d'achat et la permanence de leurs revenus, et d'autre part la nécessité de doter les entreprises des moyens d'accroître leur compétitivité et de faire face à l'imprévisibilité du marché.

C'est ainsi que des modifications importantes ont été introduites dans la législation du travail dans le sens d'une plus grande flexibilité, ainsi que dans la politique des salaires et des prix, alors que de nouvelles incitations et de nouveaux instruments pour la promotion de l'emploi et de la

formation professionnelle ont été créés par le gouvernement pour faire face à la *pression des jeunes sur le marché de l'emploi* et à la demande accrue des entreprises en main-d'œuvre qualifiée. Ces nouvelles mesures sont destinées à favoriser aussi bien l'investissement générateur d'emplois salariés que l'auto-emploi à travers l'aide à l'*installation de travailleurs indépendants et l'accès au crédit pour la création de micro-entreprises, ceci élargissant la place du secteur tertiaire et des travailleurs indépendants dans la population active.*

Dans le domaine politique, la Tunisie a vécu au niveau national, depuis novembre 1987, des changements importants au niveau de la magistrature suprême et de la direction politique du pays de même qu'au niveau des grands choix et des orientations fondamentales dans le sens de la *promotion des libertés publiques et individuelles, de la démocratie et du pluralisme politique.*

Ces orientations ont fait l'objet d'un *pacte national* auquel ont adhéré les partis politiques, les organisations syndicales et les représentants du mouvement associatif.

Ce pacte consacre le principe du pluralisme dans le cadre de la loi pour toutes les familles politiques et un certain nombre de valeurs auxquelles tous les mouvements politiques et le mouvement associatif ont adhéré et qu'ils se sont engagés à défendre et à préserver.

En outre, le pluralisme se manifeste par la présence sur la scène nationale de sept partis politiques dont cinq sont représentés au Parlement.

Au niveau international, la dernière décennie a été marquée par l'avènement de l'Union du Maghreb Arabe, constituée par la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et la Libye, avec pour objectif une intégration maghrébine progressive.

B) Les changements dans la stratégie, les activités et les structures de l'UGTT

B.1) La représentation et la défense des intérêts des travailleurs tunisiens sont demeurés une constante dans la stratégie syndicale tunisienne, dans un environnement économique et social défavorable du fait de la mise en œuvre du Programme d'Ajustement Structurel et de la libéralisation progressive de l'économie tunisienne, d'une part et, d'autre part, parce que l'UGTT a été particulièrement affectée par des dissensions internes et par la crise ouverte qu'elle a eue avec le Gouvernement et le parti au pouvoir au milieu des années 80.

Profitant du *changement politique intervenu au sommet de l'Etat, en novembre 1987, et de la politique de réconciliation nationale instaurée par le nouveau gouvernement*, l'UGTT a reconstitué son unité, rajeuni et renouvelé sa direction et récupéré progressivement son rôle de représentant unique des travailleurs et de défenseur de leurs intérêts tant au niveau national qu'à celui des entreprises. "Nous avons maintenu notre place et notre rôle sur la scène nationale et nous avons échappé à la marginalisation rappelle encore récemment son secrétaire général⁵¹.

Au niveau national, l'UGTT a relancé la *politique contractuelle et a retrouvé son rôle d'interlocuteur du gouvernement et du patronat* à l'occasion de la révision du Code du Travail (a), des Conventions Collectives et des Statuts (b), dans une conjoncture économique internationale qui imposait un peu partout dans le monde une plus grande flexibilité de la législation du travail et du marché de l'emploi et une réduction des charges sociales des entreprises pour améliorer leur compétitivité.

B.1.1) Le Code du Travail a connu deux importantes réformes, en 1994 et en 1996⁵², qui répondaient à la nécessité d'adapter la législation du travail aux impératifs de l'évolution économique et sociale de la Tunisie et aux contraintes de la libéralisation du commerce international et de la mondialisation.

Ces réformes ont été précédées par une longue concertation du gouvernement avec les organisations syndicales d'employeurs et de travailleurs au sein d'une commission tripartite qui a

⁵¹ Rapport au 18^{ème} Congrès.

⁵² Loi n° 29 du 21 Février 1994 & n° 62 du 15 Juillet 1996.

abouti à un consensus sur l'ensemble des réformes adoptées, consensus qui a concilié les intérêts des travailleurs salariés avec ceux des entreprises.

Les réformes ont porté notamment sur :

- *L'amélioration de la flexibilité dans le recrutement et la gestion de ressources humaines au sein de l'entreprise.* Les amendements du code du travail ont aboli les dispositions relatives à l'information préalable du Bureau public de placement avant tout recrutement, précisé les modalités de recours au contrat à durée déterminée⁵³, renouvelable dans la limite d'une période maximale de quatre ans, et au contrat à temps partiel, facilité la réduction de la durée hebdomadaire du travail par des négociations collectives, alors qu'elle était jusqu'ici du ressort exclusif du pouvoir réglementaire, et permis au chef d'entreprise en accord avec les syndicats de fixer le jour de repos hebdomadaire et la période du congé annuel en fonction des impératifs de la production.

Par ailleurs, le code du travail a précisé les critères du licenciement abusif et a fixé le seuil et le plafond des indemnités dans ce genre de licenciement.

- *L'amélioration de la protection sociale des travailleurs.* Les amendements du Code du Travail ont permis en outre d'harmoniser la législation tunisienne avec les conventions internationales n° 89 relative au travail de nuit des femmes, n° 138 relative à l'âge minimum d'accès à l'emploi, n° 77 relative à l'examen médical des jeunes dans l'industrie et n° 124 relative à l'examen médical des jeunes dans les mines.

Les amendements du Code du Travail ont également défini les modalités et les procédures en cas de licenciement pour des raisons économiques ou techniques, étendu les dispositions relatives à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles au secteur de l'agriculture, rendu obligatoire l'institution d'un service médical du travail dans toute entreprise employant 500 salariés et plus, et celle de la fonction de responsable de la sécurité du travail au sein de l'entreprise.

Dans le même ordre d'idées, les amendements introduits dans le Code du Travail renforcent les prérogatives de l'inspection du travail, augmentent les sanctions en cas d'infraction à la législation du travail et améliorent les procédures de recours devant les tribunaux du travail dans les cas de conflits individuels de travail.

- *Restructuration des organes de dialogue social.* La réforme du Code du Travail a également touché les structures de dialogue social au sein de l'entreprise et au niveau national, dans le sens de la réduction de leur nombre et de la redéfinition de leurs attributions.

Au sein de l'entreprise, "une Commission Consultative de l'Entreprise remplace désormais⁵⁴ le Comité d'entreprise créé par la loi⁵⁵ et la Commission Consultative Paritaire créée par la Convention Collective Cadre⁵⁶. Elle est obligatoire dans les entreprises employant 40 salariés et plus⁵⁷. Le rôle de ces Commissions Consultatives dont la moitié des membres sont élus par le personnel et l'autre moitié sont désignés par l'employeur est de favoriser la concertation sociale en vue de l'amélioration des conditions de travail et de la productivité au sein de l'entreprise. En outre, le comité est informé sur la situation économique et sociale de l'entreprise et sur ses programmes d'avenir. Enfin, le comité se transforme en conseil de discipline qui est obligatoirement consulté par l'employeur avant de prendre une sanction en cas de faute grave commise par un salarié.

Au niveau national, les différentes structures tripartites de dialogue et de concertation dans le domaine des salaires, des négociations collectives et du travail, ont été remplacées par une

⁵³ La Loi n° 92-81 du 3 Août 1992 portant création de zones franches économiques a fait du contrat à durée déterminée l'unique forme d'organisation des relations du Travail entre les entreprises implantées dans ces zones et leurs salariés (art.23).

⁵⁴ Loi du 24 février 1994.

⁵⁵ Loi n° 60-31 du 14 Décembre 1960.

⁵⁶ Mai 1973.

⁵⁷ L'effectif minimum requis était de 50 pour les comités d'entreprises et de 20 pour les commissions consultatives paritaires.

Commission Nationale du Dialogue Social constituée par les représentants nationaux des organisations syndicales d'employeurs et de travailleurs et par ceux de l'Administration. Elle constitue le cadre officiel de la concertation sociale et permet au gouvernement de favoriser la paix sociale et le consensus préalable aux décisions importantes concernant la modification de la législation nationale du travail, la ratification des conventions internationales du travail, le relèvement des salaires minima, et l'organisation des négociations collectives.

B.1.2) Les négociations collectives dans les secteurs public et privé. La reprise des négociations collectives dans le secteur privé et dans le secteur public a été durant les dix dernières années une des activités les plus importantes de l'UGTT et a abouti à trois augmentations successives de salaires⁵⁸ s'étalant chacune sur 3 années et à des améliorations qualitatives des dispositions des conventions collectives sectorielles, des statuts de la fonction publique et des entreprises nationales.

Pour l'UGTT, l'organisation de ces négociations collectives successives a permis de confirmer son importance dans la mise en œuvre de la politique contractuelle et d'aboutir à des résultats positifs dans le sens de l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés et de leurs conditions de travail.

C'est ainsi que le salaire minimum réel dans les entreprises non agricoles assujetties au régime de 48 heures par semaine "qui a diminué de 3 % entre 1986 et 1991, a augmenté de 1 % dans la période 1992 - 1997 alors que "le salaire moyen a connu durant la période 92-97 une augmentation du plus de 2 % ⁵⁹.

Au niveau de l'entreprise, les négociations collectives ont abouti essentiellement à préserver et à confirmer la liberté de l'activité syndicale et à distinguer le rôle des syndicats de celui des structures paritaires de dialogue et de concertation.

En somme, durant la dernière décennie qui a été dominée par les préoccupations de compétitivité et de restructuration des entreprises, le rôle traditionnel de l'UGTT dans la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs s'est confirmé et a abouti, d'une part, à la préservation des acquis sociaux et de la liberté syndicale et, d'autre part, au maintien, sinon à une amélioration relative du pouvoir d'achat des travailleurs salariés.

Malgré une conjoncture économique et sociale défavorable, la combativité syndicale s'est maintenue à travers les grèves qui sont encore nombreuses⁶⁰, et les revendications qui demeurent malgré tout réalistes.

Sans avoir pu améliorer le pouvoir d'achat, l'UGTT a réussi tout de même à le préserver notamment pour les catégories ayant un faible revenu⁶¹.

B.2) La participation de l'UGTT aux choix économiques et sociaux et aux plans de développement

Dans les statuts de l'UGTT qui ont été amendés à l'occasion du 18^{ème} congrès en 1993, "l'instauration d'un ordre économique national socialiste indépendant et libéré de toute hégémonie et la répartition équitable des richesses nationales figurent parmi les objectifs de cette organisation.⁶²

Bien qu'il paraisse anachronique, dans une conjoncture mondiale où l'indépendance économique a perdu sa signification et où le socialisme est en nette régression, le maintien de ces dispositions dans ses statuts confirme l'attachement de l'UGTT à un ordre économique et social national défini et sa détermination à agir auprès du gouvernement en vue d'infléchir dans ce sens ses choix et ses plans de développement.

Comme cela a été indiqué dans les pages précédentes, la participation de l'UGTT à l'élaboration des orientations économiques et sociales et aux plans de développement du pays s'effectue au sein

⁵⁸ La quatrième révision des conventions collectives a commencé en mars 1999 et se poursuit actuellement.

⁵⁹ Rapport général au 19^{ème} congrès - avril 1999.

⁶⁰ 2292 grèves entre 1989 et 1993 soit une moyenne de 460 grèves par an (rapport général au 18^{ème} congrès).

⁶¹ Rapport du Secrétaire Général au 19^{ème} congrès - avril 1999.

⁶² Article 2 des statuts (adopté lors du 18^{ème} congrès - décembre 1993).

des structures consultatives, notamment du Conseil Economique et Social et du Conseil Supérieur du Plan, à l'occasion des grandes consultations nationales que le gouvernement organise régulièrement sur les orientations des plans de développement et sur les grands dossiers tels que celui de l'emploi⁶³, de l'éducation ou de l'agriculture⁶⁴

L'UGTT dispose à cet effet d'une structure permanente d'études et de réflexion, composée d'universitaires et d'experts, et organise de temps à autre des journées de réflexion sur les questions à l'ordre du jour des consultations nationales.

C'est ainsi que pour la préparation du 8^{ème} plan⁶⁵ elle a non seulement participé aux instances consultatives susindiquées et à la consultation nationale organisée à cet effet, mais pris également l'initiative d'organiser des journées de réflexion au sujet des incidences du 8^{ème} plan sur les travailleurs⁶⁶.

Ces journées d'études ont notamment mis en valeur les effets négatifs de l'ajustement structurel et des réformes économiques sur les intérêts immédiats des travailleurs salariés, sur les risques inhérents à l'introduction d'une plus grande flexibilité au niveau du marché de l'emploi, sur l'importance du rôle de l'Etat dans la "reproduction de la force de travail et l'amélioration des conditions de vie et de travail, sur la nécessité de préserver le rôle de l'Etat dans le secteur public.

Ces idées et ces propositions ont été reprises par la suite dans les interventions des représentants syndicaux dans les instances consultatives nationales et dans les résolutions adoptées à l'occasion des réunions et des congrès syndicaux.

C'est ainsi que la résolution économique du 18^{ème} congrès⁶⁷ a mis l'accent sur le rôle essentiel de l'Etat dans le développement économique, en précisant que l'édification d'une économie nationale doit s'appuyer sur l'utilisation optimale des ressources du pays pour renforcer sa position sur le marché mondial et qu'elle nécessite par conséquent "une intervention soutenue de l'Etat au niveau de la production et des échanges, de la recherche - développement, du choix de filières industrielles nouvelles, de l'instauration d'une culture d'entreprise et de relations professionnelles appropriées .

Cette résolution préconise en outre un "modèle de développement qui favorise l'équilibre et la compétitivité entre le secteur public, le secteur privé et le secteur coopératif et mutualiste .

Elle préconise également une politique fiscale qui compense par d'autres ressources la diminution des recettes fiscales due à la limitation progressive des droits de douanes.

Elle revendique "Une participation de tous les tunisiens à travers leurs organisations et leurs représentants aux choix d'un modèle de développement qui réponde à leurs aspirations, qui améliore leurs conditions de vie et qui renforce les capacités nationales de façon à réduire les déséquilibres globaux de l'économie et, par voie de conséquence, sa dépendance et les pressions dont elle est l'objet sur le plan international .

Cette position de l'UGTT à l'égard des orientations économiques du gouvernement et ses tentatives de les infléchir dans le sens du maintien du secteur public et du développement d'un secteur coopératif et mutualiste ont été confirmées à l'occasion du 19^{ème} congrès⁶⁸, mais avec des nuances.

On peut lire en effet dans le rapport du secrétaire général au congrès que l'UGTT "n'est pas contre le secteur privé ni pour la lutte des classes⁶⁹ et "ne s'accroche pas au principe de l'économie dirigée, mais elle pense que des pays comme la Tunisie ont encore besoin que l'Etat conserve un rôle économique .

⁶³ Organisée en 1998.

⁶⁴ En cours.

⁶⁵ 1993 - 1998.

⁶⁶ U.R. de Sfax 31/7 et 1 et 2/8/1992 - Journées d'études sur les incidences du 8^{ème} plan.

⁶⁷ Décembre 1998.

⁶⁸ Avril 1999.

⁶⁹ Citations extraites du rapport général du 19^{ème} congrès.

En outre, l'UGTT n'est pas contre le principe de privatisation des entreprises publiques mais elle n'est pas en faveur d'une "privatisation totale", plus particulièrement des "secteurs stratégiques"⁷⁰.

En somme, bien que les positions syndicales à l'égard des orientations libérales du gouvernement dans le domaine économique soient modérées et nuancées, elles s'opposent nettement aux thèses qui préconisent la libéralisation totale et le désengagement de l'Etat du domaine économique.

En outre, l'attitude de l'UGTT à l'égard des orientations économiques du gouvernement n'est pas figée dans une attitude de rejet total ; elle tend au contraire à être constructive à travers les solutions alternatives qu'elle propose, notamment celle du développement du secteur coopératif et mutualiste et d'un "secteur mixte état-capital privé"⁷¹.

Dans le domaine social, l'UGTT participe également à l'élaboration des orientations et des choix du gouvernement et donne son avis non seulement en ce qui concerne la protection des travailleurs salariés mais également sur la politique de l'emploi, de la formation professionnelle, du logement, des revenus, de la fiscalité et des prix. Ces différents aspects de la politique sociale font en effet l'objet d'une concertation permanente du gouvernement et des partenaires sociaux et figurent en bonne place dans les résolutions émanant des différents congrès de l'UGTT, dont nous examinerons les détails dans les pages suivantes.

B.3) *La participation des syndicats à la vie politique*

Tout en se déclarant apolitique, l'UGTT a conservé parmi ses objectifs : «la défense des libertés collectives et individuelles» et «l'instauration de la démocratie et de la justice sociale»⁷².

Cela nous conduit à poser les deux questions suivantes :

- 1) Comment l'UGTT va-t-elle concilier cette vocation politique avec sa mission syndicale, dans un nouvel environnement marqué par le pluralisme politique ?
- 2) Comment va-t-elle contribuer à la défense des libertés et à l'instauration de la démocratie ?

B.3.1) *L'UGTT : une organisation syndicale à vocation politique*

Comme nous l'avons vu dans les pages précédentes, l'UGTT a toujours été mêlée à l'action politique, en participant à l'exercice du pouvoir au lendemain de l'indépendance, en s'alliant à lui par la suite, et en devenant à un certain moment un contre-pouvoir et le «refuge» des opposants politiques de tout bord dans un environnement dominé par le parti unique.

Durant les années 70, l'UGTT a même envisagé de créer son propre parti, le «Parti du Travail» mais cette idée a été abandonnée sous la pression du pouvoir, et parce qu'elle a rencontré une certaine opposition au sein même des dirigeants syndicaux.

Cette «tentation du pouvoir» est motivée certes par des considérations syndicales, l'objectif étant d'infléchir la politique du gouvernement dans le sens des intérêts des travailleurs, mais aussi par des considérations politiques, l'UGTT ayant toujours milité, depuis sa création, pour un modèle de société où prévalent la démocratie et la justice sociale.

Aujourd'hui, et alors que la vie politique est animée par plusieurs partis, la position officielle de l'UGTT est de «laisser les partis faire leur travail».

Dans la pratique, l'UGTT a renoncé à l'idée de créer un parti politique mais n'a pas abandonné l'espoir de participer aux prochaines élections législatives. Lors de son dernier congrès, le Secrétaire Général a déploré l'absence de représentants de l'UGTT au Parlement et le journal de l'organisation a plusieurs fois interrogé des personnalités politiques appartenant à divers partis sur l'opportunité d'une participation de l'UGTT aux élections législatives d'octobre 1999.

En fait, si l'idée d'avoir une représentation syndicale au sein du Parlement ne semble pas soulever d'objections de principe, la question est de savoir comment les syndicats peuvent parvenir à cet objectif tout en gardant leur indépendance vis-à-vis des partis politiques existants et tout en

⁷⁰ Citations extraites du rapport général du 19^{ème} congrès.

⁷¹ Rapport au 19^{ème} congrès, avril 1999.

⁷² Article 2.c des statuts.

renonçant à la création d'un parti politique nouveau ? Et si les syndicats participent comme ils le souhaitent à la campagne électorale, comment peuvent-ils le faire sans dévier de leur mission essentielle et sans travestir leur fonction syndicale ?

La question de la représentation syndicale au parlement reste posée, mais au delà de cette représentation, les syndicats manifestent leur vocation politique par l'appui déclaré aux choix politiques du gouvernement et par la signature en 1988 du pacte national, qui constitue la plateforme politique commune et le credo des différentes composantes de la société civile, dont l'UGTT constitue un des éléments les plus importants.

Ceci étant, l'UGTT entretient des relations particulières tant avec le gouvernement qu'avec les partis politiques.

Avec le gouvernement, l'UGTT continue à entretenir des relations suivies d'abord parce qu'il est le premier employeur avec lequel elle négocie les salaires et les conditions de travail dans la fonction publique et dans les sociétés nationales, ensuite parce qu'il est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de protection sociale.

Avec le pouvoir politique, l'UGTT exprime les orientations politiques qu'elle voudrait voir adopter, mais pas de revendications particulières. Forte de l'expérience du passé, elle évite les positions partisans et les confrontations dictées par la conjoncture politique. Comme l'a rappelé son secrétaire général, à l'occasion du 18^{ème} congrès : "Notre objectif n'est pas de combattre le pouvoir, d'avoir une attitude hostile à son égard ou de le provoquer avec ou sans raison : la clairvoyance, les leçons du passé, et surtout les bonnes dispositions que nous avons trouvées au sommet de l'Etat nous ont dicté un comportement basé sur la coopération et sur la consultation dans le cadre du respect ⁷³.

Ceci étant, l'UGTT tient à marquer son indépendance à l'égard du pouvoir en affirmant que : "Nulle force ne peut pousser notre centrale à brader les droits des travailleurs ou à marchander son soutien à leurs légitimes revendications ou à faire des concessions sur le droit syndical et sur l'engagement de défendre la liberté, la démocratie et les droits de l'homme.

Avec les partis politiques, l'UGTT entretient des relations de respect mutuel, de neutralité et de non ingérence réciproques. Certes, l'ère du parti unique est révolue depuis longtemps ; et le parti au pouvoir, qui demeure largement représentatif et majoritaire tant au Parlement que dans les conseils municipaux, n'est plus seul sur la scène politique. Plusieurs autres partis ont vu le jour et exercent normalement leurs activités tout en entretenant de bonnes relations avec la centrale syndicale. Lors du dernier congrès de celle-ci, les chefs des différents partis sont venus saluer les congressistes et louer l'action de leur organisation en faveur du renforcement de la démocratie, du développement équilibré et des droits de l'homme.

Ainsi, tout en maintenant des relations de co-existence et de neutralité positive avec les partis, l'UGTT a cessé d'être le refuge des tendances politiques non reconnues et le rassemblement de l'opposition, comme ce fut le cas à l'époque du parti unique, tout en gardant sa caractéristique d'organisation démocratique ouverte à tous les syndicalistes quelles que soient leurs opinions politiques. Cependant, sa neutralité à l'égard des partis politiques ne l'a pas empêchée de déclarer son hostilité à l'extrémisme et au recours à la violence, en adoptant une attitude vigilante à l'égard de toute tentative visant à l'entraîner dans des activités politiques partisans. A cet égard, le rapport au 18^{ème} congrès est assez explicite : "l'UGTT a pu, grâce à son expérience, à sa riche tradition et à sa capacité à inculquer à ses militants un comportement syndical loyal, barrer la route à ceux qui prônent la violence et ceux qui rêvent d'utiliser notre organisation dans des combats non syndicaux⁷⁴.

B.3.2) L'UGTT apporte un appui permanent à la promotion de la démocratie et des libertés

Dans la pratique, la contribution de l'UGTT à la promotion de la démocratie et à la défense des libertés se manifeste à travers le soutien que cette organisation apporte aux initiatives du pouvoir

⁷³ Extraits du Rapport général au 18^{ème} congrès, pp.18-19.

⁷⁴ Rapport au 8^{ème} congrès, p.17.

politique en faveur de la promotion du pluralisme politique, des droits de l'homme et de la démocratie.

L'UGTT n'exprime pas de revendications particulières à ce sujet et considère que de telles revendications sont du ressort des partis politiques. En outre, elle ne fait plus partie du Bureau directeur de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme dont elle fut membre fondateur dans les années 70.

Ainsi, la contribution de l'UGTT à la promotion des libertés et de la démocratie se manifeste davantage sous la forme d'un appui de circonstance et de principe au processus de changement impulsé et conduit par le pouvoir politique, que d'une activité permanente qui s'intègre dans un programme d'action préalablement établi par les syndicats.

Progressivement, l'UGTT se détache de l'action politique sans l'abandonner entièrement. Elle est consciente du fait que le pluralisme a restreint considérablement son champ d'intervention dans ce domaine. Elle est consciente également que par sa forte présence sur le terrain, par sa représentativité de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels, par sa capacité de mobilisation d'une bonne partie de l'opinion publique, elle dispose d'un atout politique important qu'elle peut faire valoir pour atteindre ses objectifs syndicaux.

B.4) La prise en considération de demandes sociales nouvelles

Avec l'évolution démographique, le développement de l'enseignement et l'émancipation de la femme, la demande sociale en Tunisie s'accroît et se diversifie de plus en plus, en termes d'emplois nouveaux à créer, de logements, d'écoles et d'hôpitaux à construire..., mais aussi d'aspirations nouvelles à satisfaire... ce qui constitue autant de contraintes sociales que l'Etat doit prendre en considération dans ses programmes et dans ses plans de développement, en même temps que d'autres contraintes résultant de l'ouverture de l'économie tunisienne et de son intégration progressive à l'économie mondiale. C'est la raison pour laquelle ces aspirations figurent en bonne place dans les préoccupations nouvelles de l'UGTT.

Parmi les demandes sociales nouvelles qui se reflètent dans les programmes et les revendications présentes de cette organisation syndicale, les questions de protection de l'environnement, de l'emploi des jeunes et du travail des femmes méritent d'être soulignées.

B.4.1) La protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité de vie dans les grands centres urbains constituent l'une des préoccupations et revendications nouvelles de l'UGTT.

C'est ainsi que le rapport général au 18^{ème} congrès évoque la dégradation de l'environnement qui «a atteint des degrés extrêmes et un rythme accéléré» et nécessite de traiter ensemble les problèmes du développement et de l'environnement.

Le rapport rappelle qu'en Tunisie, malgré les mesures prises par le gouvernement durant les cinq dernières années, «la dégradation de l'environnement a atteint dans certaines régions un degré de gravité représentant un danger pour l'homme avec des répercussions négatives sur la production et sur l'environnement professionnel» et que la misère et la pauvreté constituent une source importante de pollution.

Le congrès de l'UGTT, considérant ces problèmes, a formulé une série de recommandations en vue de revoir les plans d'aménagement du territoire, de créer des espaces verts et de mieux protéger l'environnement.

Désormais, aux revendications syndicales traditionnelles relatives à l'amélioration le niveau de vie et les conditions de travail s'ajoute celle relative à l'amélioration de la qualité de vie dans les zones urbaines et suburbaines où vivent généralement les travailleurs salariés et d'autres catégories de travailleurs et de citoyens aux revenus modestes. Ce faisant, l'UGTT s'est montrée sensible à l'émergence des nouvelles aspirations collectives de la population. En intégrant ces aspirations dans son programme, elle étend son champ d'intervention à d'autres espaces d'action et ajoute à sa mission traditionnelle de défenseur des intérêts matériels et moraux des travailleurs celle de défenseur du droit de la population à un environnement sain.

Cependant, rien dans les résolutions de l'UGTT n'indique que cet intérêt pour l'environnement va se traduire dans un avenir proche, par un programme d'action spécifique. Le rôle des syndicats

se limitera tout au plus à suivre l'évolution de la situation dans ce domaine, et à «mobiliser l'opinion publique autour de ces thèmes».

B.4.2) Le chômage des jeunes constitue un autre centre d'intérêt et une autre préoccupation relativement nouvelle dans les programmes et revendications de l'UGTT. Certes, depuis sa création, celle-ci a inclus la lutte contre le chômage parmi ses priorités et continue à s'y intéresser et à suivre son évolution.

Elle apprécie et loue les efforts du gouvernement qui a fait de la promotion de l'emploi un objectif majeur de son programme de développement. Ceci étant, elle considère dans son rapport au 18^{ème} congrès que le taux du chômage reste relativement élevé (13,1 % en 1984 et 15,6 % en 1994), malgré l'accroissement du nombre d'emplois créés chaque année. De ce fait, le chômage des jeunes et plus particulièrement celui des jeunes diplômés devient préoccupant. En effet, selon ce rapport, les jeunes âgés de 15 à 29 ans représentent en 1990 45 % de la population active. En outre 70 % des demandeurs d'emploi nouveaux sont des jeunes qui ont acquis une formation professionnelle; parmi ceux là, 24 % ont suivi des études universitaires ou sont diplômés de l'université⁷⁵

Pour faire face à cette situation, l'UGTT recommande dans la résolution économique et sociale adoptée par le 18^{ème} congrès que les entreprises fassent un effort particulier pour recruter les jeunes demandeurs d'emploi et que les banques facilitent le financement des micro-projets et du travail indépendant. En outre, elle recommande de renforcer la formation professionnelle qualifiante à tous les niveaux, notamment dans les spécialités liées aux technologies nouvelles, de façon à faciliter l'emploi des jeunes chômeurs et plus particulièrement l'emploi des diplômés.

Ainsi, l'emploi des jeunes diplômés fait partie des nouvelles préoccupations de l'UGTT dans un environnement économique et social marqué par l'affluence sur le marché de l'emploi de nouvelles catégories de demandeurs d'emploi, lesquels faute de pouvoir être employés comme travailleurs salariés, s'orientent de plus en plus vers des activités indépendantes. Il y a là un nouveau centre d'intérêt pour l'organisation syndicale et une nouvelle expansion de son champ d'activité.

B.4.3) La troisième préoccupation qui figure parmi les revendications nouvelles de l'UGTT concerne l'emploi des femmes, dont la participation sur le marché de l'emploi et dans les instances dirigeantes de l'UGTT s'accroît d'année en année. En effet, toujours selon le rapport présenté au 18^{ème} congrès, la population féminine est passée de 18,9 % de l'ensemble de la population active en 1975 à 22,9 % en 1994. Parallèlement le pourcentage des femmes parmi les salariés et plus particulièrement dans certains secteurs est important: 76 % dans les industries textiles; 43,5 % dans les industries manufacturières; 43 % dans la santé publique; 33 % dans l'enseignement⁷⁶.

Dans un rapport sur les réalités et les perspectives de l'emploi en Tunisie, publié par son bureau d'études en 1998, l'UGTT rappelle que la législation tunisienne garantit l'égalité de droits et de traitement à la femme. Elle s'interroge sur le caractère effectif du principe de non discrimination à l'égard des femmes au travail, tout en rappelant que certaines catégories et plus particulièrement les employées de maison ne sont pas couvertes par la législation sociale.

L'UGTT déplore, dans ce rapport, que les offres d'emploi soient formulées quelquefois d'une manière discriminatoire à l'égard des femmes, et explique cette tendance, sans toutefois la justifier, par le taux élevé de l'absentéisme parmi les femmes au travail. Elle également la promulgation d'une loi qui sanctionnerait la discrimination en matière d'emploi à l'égard des femmes et toute forme de harcèlement sexuel.

Par ailleurs, l'UGTT recommande l'instauration de nouvelles formes d'encouragement de l'emploi à temps partiel pour les femmes qui n'arrivent pas à concilier leurs activités professionnelles avec leurs obligations familiales. Elle propose en outre d'allonger la période d'allaitement et de la porter d'une à deux heures par jour. Elle préconise enfin de reconsidérer l'âge d'admission des femmes à la retraite.

⁷⁵ Chiffres cités dans le rapport au 18^{ème} Congrès de l'UGTT.

⁷⁶ Chiffres cités dans le rapport au 18^{ème} Congrès de l'UGTT.

Ceci étant, les nouvelles revendications des femmes au travail prises en considération par l'UGTT ne sont pas d'ordre strictement professionnel. En effet, les femmes syndicalistes ont conscience que la participation féminine dans les structures politiques et syndicales est encore faible par rapport à leur poids réel dans la population et à leurs aspirations. Elles revendiquent non seulement l'égalité de traitement dans le domaine du travail, mais aussi l'égalité des chances d'accéder aux responsabilités politiques et syndicales.

Lors du dernier congrès de l'UGTT, plusieurs femmes syndicalistes ont annoncé leur candidature au Bureau Exécutif et l'on retirée avant le scrutin... Interrogée par un journaliste, l'une d'elles affirme "qu'il serait humiliant pour moi de me retrouver parachutée à un quelconque poste uniquement en fonction de ma féminité. La femme doit s'imposer en fonction de ses aptitudes personnelles et par son travail et non pas du fait de sa féminité"⁷⁷. Les femmes syndicalistes contestent néanmoins la prédominance masculine au sein des organes de direction des syndicats à l'échelle nationale, alors que 30 % des adhérents à l'UGTT sont des femmes.

Elles sont conscientes toutefois que cette situation changera avec le temps et avec l'évolution des mentalités, du fait qu'elle est liée à certaines attitudes culturelles et sociales négatives à l'égard de la femme au travail qui persistent dans la société tunisienne, malgré l'existence d'une législation avancée dans ce domaine. Le rapport du secrétaire général au 18^{ème} congrès reconnaît ces difficultés et les déplore :

"Malgré le développement de l'activité de la femme au travail, le nombre de femmes candidates aux responsabilités syndicales est encore faible ce qui limite leur rôle dans la définition des choix de notre organisation et de ses priorités .

"Les problèmes rencontrés par la femme au travail sont nombreux et complexes. Ils réclament un redoublement d'efforts pour réaliser plus acquis. Il est impensable qu'une part importante de femmes cessent de travailler après leur mariage...

"Notre économie se prive ainsi de ces éléments et le mouvement syndical perd des milliers de travailleuses qui auraient pu rejoindre ses rangs sans compter ce que représente le travail comme renforcement de leur émancipation et l'affirmation positive de leur libération. Que les causes de ce phénomène soient de la responsabilité de la famille ou dû au manque de structures d'accueil des enfants... comme les crèches, les jardins d'enfants et les réfectoires, notre devoir est de mettre fin à cette hémorragie pour garantir les droits sacrés de la femme au travail et les droits de la Société envers elle...

" Notre respect de ce droit sacré et l'engagement de la Collectivité nationale dans son ensemble pour le protéger et assurer les conditions adéquates pour que la femme l'exerce est, en plus de sa conformité aux exigences démocratiques, une des garanties pour donner à nos enfants une culture sociale indispensable et une arme importante pour affronter les forces de l'obscurantisme et du fanatisme".

Grâce à la mise en place de la Commission Nationale de la Femme au travail auprès du Bureau Exécutif et de commissions régionales auprès des bureaux régionaux de l'organisation syndicale, la direction de l'UGTT compense l'absence de représentation féminine dans les organes directeurs élus, et intègre de plus en plus les revendications des femmes qui travaillent parmi les demandes sociales nouvelles qui figurent désormais dans ses programmes.

Cependant, la direction syndicale reconnaît que les résultats obtenus jusqu'ici n'arrivent pas au niveau des attentes. Le rapport du Secrétaire Général au 18^{ème} congrès est assez explicite à ce sujet:

"Malgré la création statutaire d'une commission permanente de la femme au sein de la centrale et malgré la création de commissions similaires au niveau des unions régionales, nous n'avons pas concrétisé notre objectif qui consiste à attirer le plus grand nombre possible de femmes travailleuses vers l'action syndicale ...

⁷⁷ L'Economiste maghrébin, n° 232, p. 26.

“Notre action en faveur de la femme travailleuse dans la prochaine étape doit se caractériser par la continuité, le travail, afin de donner à cette grave question toute l'importance qu'elle mérite. Notre action ne se limitera pas à la scène syndicale, mais elle s'étendra aussi au niveau social où nous œuvrons pour améliorer la législation relative à la femme dans le monde du travail .

B.5) *Intérêt des syndicats pour de nouvelles catégories de travailleurs*

Répondant aux changements intervenus dans son environnement économique et social, l'UGTT a non seulement intégré dans ses programmes des demandes sociales nouvelles, mais elle a étendu ses activités et fait bénéficier de son intérêt de nouvelles catégories de travailleurs qui n'entrent pas dans la clientèle traditionnelle des syndicats. Il en est ainsi des travailleurs migrants, des travailleurs indépendants et de ceux qui sont employés dans le secteur informel et les micro entreprises.

B.5.1) *Les travailleurs migrants*

“S’occuper des problèmes des travailleurs tunisiens à l'étranger, défendre leurs intérêts et les organiser au plan syndical constitue un des objectifs figurant dans les statuts de l'UGTT, tels qu'ils ont été amendés et adoptés lors du 18^{ème} congrès en 1993⁷⁸.

L'intérêt de l'organisation syndicale tunisienne pour les travailleurs migrants n'est pas nouveau. En effet, tout en critiquant la politique de l'émigration organisée en tant que solution pour lutter contre le chômage et en préconisant une politique volontariste pour la promotion de l'emploi, l'UGTT a manifesté depuis longtemps son intérêt pour les problèmes des travailleurs tunisiens à l'étranger. Elle s'est employée à les résoudre en coopération avec les syndicats des pays d'accueil et les associations de tunisiens à l'étranger, plus particulièrement dans les pays européens où résident et travaillent la plupart des émigrants tunisiens.

L'intérêt de la centrale syndicale à l'égard des travailleurs migrants s'est particulièrement accru durant les dix dernières années, notamment après la création de l'Union syndicale des travailleurs du Maghreb arabe⁷⁹.

L'action de l'UGTT en faveur des travailleurs tunisiens à l'étranger se manifeste par l'organisation en Tunisie d'une assemblée annuelle de leurs représentants, qui expriment à cette occasion leurs doléances et leurs revendications, souvent en présence de représentants des syndicats européens et maghrébins et avec la coopération de la CISL. L'UGTT organise également en coopération avec USTMA des séminaires centrés sur les problèmes spécifiques que rencontrent les émigrants maghrébins, plus particulièrement dans les pays de l'Union Européenne où résident plus de 2 millions de travailleurs originaires de Tunisie, d'Algérie et du Maroc.

Il convient de souligner que ces séminaires donnent lieu à des recommandations qui dépassent souvent le cadre de la défense des intérêts des travailleurs migrants, et qui expriment les opinions des participants sur des sujets d'ordre économique et politique dans les pays d'origine. C'est ainsi que la Conférence organisée à Tunis, en avril 1991, conjointement par l'USTMA, l'Union Européenne des Syndicats et la CISL concernant les travailleurs maghrébins dans les pays de l'Union Européenne, après avoir rappelé l'importance d'un développement équilibré en vue de promouvoir l'emploi et de réduire la pression migratoire, a conclu comme suit :

“Le point de départ des efforts de développement doit être la reconnaissance du fait que la Démocratie est la condition préalable au progrès économique, et qu'il n'est pas possible de garantir la stabilité indispensable au développement sans la participation effective des peuples dans les décisions économiques et politiques .

“En outre, une démocratie effective est tributaire de l'existence d'un cadre institutionnel fondé sur l'indépendance du pouvoir judiciaire, des organes d'information et de l'action syndicale .

⁷⁸ Article 2d.

⁷⁹ USTMA.

“Les organisations syndicales du Maghreb occupent une position importante dans le développement de leurs pays à travers leurs efforts auprès de leurs gouvernements pour les amener à adopter des politiques économiques et sociales saines et à travers leurs actions pour défendre la démocratie et les droits de l'homme”.

En agissant auprès des syndicats européens, l'UGTT cherche à faire pression sur les gouvernements des pays d'accueil en vue d'infléchir leurs politiques et leurs législations en faveur d'une meilleure protection des droits des travailleurs migrants tunisiens. En outre, et avec la coopération des syndicats maghrébins, l'UGTT cherche à promouvoir une coordination des politiques des gouvernements des pays du Maghreb concernant la protection des droits de leurs émigrants à l'étranger.

Par ailleurs, l'un des objectifs de l'UGTT dans son action en faveur des travailleurs migrants est leur encadrement syndical à l'étranger. Dans cet ordre d'idée, elle a encouragé la création d'associations de tunisiens à l'étranger avec lesquelles elle entretient des relations de coopération.

B.5.2) Secteur informel et travailleurs indépendants

Malgré les encouragements et les différentes incitations en faveur des investissements, les créations d'emplois salariés dans les secteurs structurés de l'économie, bien qu'en progression, restent en deçà des demandes nouvelles. Dès lors, l'objectif de la politique du gouvernement dans le domaine de l'emploi n'est plus limité à la création d'emplois salariés mais s'étend désormais à la création de sources de revenu.

En d'autres termes, ceux qui font leur entrée sur le marché de l'emploi et qui ont la chance d'échapper au chômage ne viennent pas accroître systématiquement les sources traditionnelles de recrutement syndical ni remplacer ceux qui sont mis à la retraite ou ceux qui sont licenciés pour des raisons économiques. Alors que ceux-ci viennent en déduction des salariés adhérents ou adhérents potentiels des syndicats, ceux-là sont en dehors du champ traditionnel de l'action syndicale.

C'est ce qui explique que l'UGTT s'intéresse de plus en plus à ces nouvelles catégories de travailleurs qui ne font pas partie de son champ d'action traditionnelle, notamment aux travailleurs indépendants et à ceux du secteur informel. Ce secteur emploie environ 40 % de la main-d'œuvre occupée dans les secteurs non agricoles, et constitue une nouvelle cible pour l'action syndicale, d'autant plus qu'il est “caractérisé par des conditions précaires et malsaines”⁸⁰, auxquelles s'ajoutent la faiblesse des revenus de ceux qui y travaillent et la non application des lois sociales. “Les travailleurs de ce secteur sont, de ce fait, parmi les couches les plus nécessiteuses et les plus vulnérables de la classe ouvrière”. L'UGTT est consciente, cependant, que l'extension du secteur informel répond à des nécessités d'ordre économique et social, compte tenu de l'accroissement des demandes d'emploi non satisfaites et des besoins de consommation des couches populaires disposant d'un faible revenu.

En s'intéressant aux problèmes du secteur informel, l'UGTT est consciente des dangers que représente le travail clandestin dans ce secteur, pour les travailleurs eux-mêmes comme pour les employeurs et les travailleurs du secteur structuré. Ses préoccupations dans ce domaine rejoignent celles des employeurs et de l'Etat, mais sa stratégie, contrairement à celle des employeurs, exclut toute action répressive et vise à substituer une démarche d'encadrement et de protection à celle des “restrictions et des poursuites”⁸¹

L'UGTT préconise que les pouvoirs publics protègent davantage l'environnement, les conditions de travail, l'hygiène et la sécurité dans ce secteur et lui accordent une plus grande attention et des moyens qui lui permettent d'évoluer et de s'intégrer à son rythme, compte tenu de sa spécificité: crédits à taux réduit, exonérations fiscales, locaux et installations logistiques à bas prix, par exemple.

En outre, l'UGTT recommande d'encourager les travailleurs de ce secteur à s'organiser, à exploiter en commun les locaux et les installations existants et à créer des filières communes de distribution et de vente.

⁸⁰ Citations extraites du rapport au 18^{ème} Congrès.

⁸¹ Citations extraites du rapport au 18^{ème} Congrès

Ces propositions sont en grande partie en voie de réalisation par le gouvernement qui a mis en place une stratégie d'encouragement des micro entreprises et du travail indépendant. Avec l'aide du gouvernement, des expériences ont été lancées dans certaines régions, des "pépinières de projets" ont été créés dans lesquelles les travailleurs indépendants exploitent en commun certains locaux et certains équipements. Par ailleurs, le gouvernement, vient de créer la Banque Nationale de Solidarité, une banque dont le capital est constitué en grande partie par des souscriptions populaires et qui assure le financement des micro projets à un des taux d'intérêt réduits.

De son côté, l'UGTT a commencé à organiser les travailleurs du secteur informel, et de la micro-entreprise. C'est ainsi qu'un nouveau syndicat des «friperies» vient de se créer à Sfax⁸², qui regroupe des activités marginales faisant partie du secteur informel. Un autre syndicat a été créé regroupant les conducteurs de taxis qui sont également des petits exploitants. Les pêcheurs, qui sont soit des travailleurs indépendants, soit des travailleurs à la part, sont également regroupés dans des coopératives, sous l'égide de l'UGTT.

De son côté, le gouvernement vient d'adopter un projet de loi destinée à "permettre l'insertion du plus grand nombre de catégories sociales dans le circuit économique en leur procurant à des conditions plus avantageuses, les micro crédits qu'il ne pourraient pas obtenir auprès d'autres sources de financement"⁸³.

L'intérêt de l'UGTT pour de nouvelles catégories de travailleurs qui n'entrent pas dans son champ d'activité traditionnelle témoigne d'une volonté d'étendre son influence, de renforcer son rôle de défenseur des intérêts des travailleurs indépendamment de leur statut juridique, et d'accréditer son image de promoteur du progrès social et de la condition des travailleurs en général.

En d'autres termes, les effets négatifs de la mondialisation qui ont imposé des limites aux revendications syndicales traditionnelles pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail sont en quelque sorte compensés par la prise en charge par les syndicats des intérêts de nouvelles catégories de travailleurs non salariés et par un plus grand investissement de l'action syndicale dans le champ social. Certes, pour l'UGTT, depuis sa création et comme cela a été développé précédemment, l'action syndicale ne s'est jamais limitée à la seule défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs salariés.

Cependant, la tendance de cette organisation syndicale à se présenter comme le représentant unique du monde du travail et le porte-parole des aspirations de tous les travailleurs à des conditions de vie meilleures, s'est particulièrement affirmée au cours des dix dernières années.

B.6) Les changements au niveau de l'organisation interne et externe des syndicats

L'évolution de l'environnement politique, économique et social de l'action syndicale durant les 15 dernières années, telle qu'elle a été décrite dans les pages précédentes, a eu des répercussions importantes sur les adhésions syndicales, sur l'organisation interne de l'UGTT et sur les alliances qu'elle s'est constituées à l'Extérieur.

B.6.1) Les adhésions

Après les scissions qui sont intervenues dans les rangs de l'UGTT au milieu des années quatre-vingt et suite à l'affrontement qu'elle a eu à la même époque avec le gouvernement, celui-ci a annulé les avantages dont bénéficiait la centrale syndicale. Notamment la retenue à la source des cotisations des adhérents fonctionnaires et salariés du secteur public et le détachement auprès de cette organisation des fonctionnaires et agents des sociétés nationales qui constituaient l'essentiel de ses cadres permanents. L'UGTT a alors perdu beaucoup de ses adhérents et ses ressources financières ont diminué en conséquence.

Cette situation s'est beaucoup améliorée depuis la réunification du mouvement syndical en 1989. En effet, et bien que les statistiques des adhésions syndicales ne soient pas publiées, on peut estimer que le taux de syndicalisation est encore relativement élevé, si l'on en juge par le nombre

⁸² 2^{ème} grande ville, située dans le Sud de la Tunisie.

⁸³ Communiqué du Conseil des Ministres du 6 mai 1999.

de délégués au dernier congrès (547 délégués à raison d'un délégué pour 600 adhérents) pour une population de salariés de 1.628.000 ce qui donne un taux de syndicalisation de plus de 20 %⁸⁴.

Néanmoins, la recherche de nouvelles adhésions et la mobilisation de nouvelles ressources financières figurent parmi les objectifs immédiats de l'UGTT et justifient les mesures de diversification de ses activités et de restructuration qu'elle a prises dans son organisation interne.

Alors qu'elle a limité jusqu'ici ses activités à l'action syndicale et politique et à l'éducation ouvrière, l'UGTT a entrepris leur extension à la formation professionnelle et aux activités culturelles en vue d'attirer davantage les jeunes et de favoriser leur adhésion aux syndicats. Elle réalise ainsi que les motivations des travailleurs ne sont pas exclusivement syndicales et sociales et essaie de créer de nouvelles activités qui répondent aux nouveaux besoins de ses adhérents potentiels.

C'est ainsi qu'elle envisage de lancer très prochainement⁸⁵ un programme d'initiation et de formation dans le domaine de l'informatique qui est particulièrement prisée par les jeunes. Des activités culturelles et sportives sont également envisagées pour ces derniers, et seront réalisées soit directement par l'UGTT, soit en coopération avec les entreprises qui acceptent de coopérer dans ces domaines.

B.6.2) La restructuration

Pour renforcer sa présence dans les régions et dans les différentes activités économiques, l'UGTT a entrepris durant les dix dernières années une réforme de ses structures internes, en renforçant ses deux "maillons faibles" à savoir les unions locales et les syndicats de base, et en procédant à une plus grande décentralisation de son organisation.

La première réforme a consisté à faciliter la création d'unions locales même en l'absence du nombre minimum d'adhérents exigés préalablement à leur constitution (1500 adhérents)⁸⁶. Cette décision a permis d'augmenter de près de 50 % le nombre d'unions locales⁸⁷, dont le rôle est particulièrement important pour assister et encadrer les syndicats de base et renforcer la présence syndicale auprès des autorités locales. Ces unions locales bénéficient des services d'un personnel permanent constitué de syndicalistes chevronnés.

La seconde réforme a consisté à encourager davantage les syndicats de base en leur fournissant les services des cadres syndicaux permanents des unions locales et en augmentant leur part sur les cotisations perçues auprès des adhérents, l'UGTT s'étant donné pour objectif : "Un syndicat de base dans chaque entreprise". Un objectif qui semble difficile à réaliser du fait que certains employeurs demeurent hostiles à la constitution des syndicats.

Ceci étant, l'UGTT demeure une organisation fortement centralisée, à l'image d'ailleurs de l'organisation patronale, du fait que les négociations collectives se déroulent essentiellement au niveau national alors que les grèves et les lock-out, doivent être préalablement approuvés par les centrales des deux organisations, et ce conformément aux dispositions du Code du Travail.

Le renforcement des structures locales répond par conséquent davantage à des préoccupations d'intensification de l'action syndicale de base et d'accroissement du nombre d'adhérents qu'à une volonté de décentralisation effective.

B.6.3) Coopération avec les syndicats non nationaux

L'UGTT est membre de plusieurs organisations syndicales régionales et internationales. Elle est notamment membre de la C.I.S.L et son secrétaire général est Vice-Président de cette Confédération, avec laquelle elle entretient depuis très longtemps une coopération particulièrement intense, dans tous les domaines de l'activité syndicale.

L'UGTT est également membre de l'Union Internationale des Syndicats Arabes et de l'Organisation de l'Unité Africaine des Syndicats.

⁸⁴ Selon les statistiques de l'INS, Recensement de 1994.

⁸⁵ Information recueillie auprès d'un membre de l'exécutif.

⁸⁶ Selon le Règlement Intérieur de l'UGTT.

⁸⁷ Actuellement au nombre de 95.

En outre, elle est membre fondatrice de l'Union syndicale des travailleurs du Maghreb arabe (USTMA), organisation créée en Décembre 1989 à la suite de la création de l'Union du Maghreb arabe (UMA) entre la Tunisie, la Libye, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie.

L'Union syndicale des travailleurs du Maghreb arabe (USTMA)

L'USTMA, qui a son siège à Tunis et dont le secrétaire général est celui de l'UGTT, s'est donné pour objectifs le renforcement de l'action syndicale dans les pays de l'UMA, la concrétisation de l'unité des travailleurs manuels et intellectuels dans ces pays et leur mobilisation pour affronter les défis qu'ils rencontrent à l'intérieur et à l'extérieur.

Depuis sa création, l'USTMA a mis en place ses structures et a déployé son activité dans plusieurs domaines. Dans son rapport d'activité relatif à la période 1989 - 1992, elle souligne que les expériences vécues dans les pays du Maghreb à l'occasion de la mise en œuvre des politiques d'ajustement structurel montrent que la prise en considération de la dimension sociale est indispensable au succès de toute réforme économique ou financière, comme cela a été confirmé par les événements vécus par le Maroc en 1983 et en 1990, par la Tunisie en 1984 et par l'Algérie depuis 1988. Ces trois pays ont connu durant cette période des manifestations populaires violentes liées à la détérioration des conditions de vie de la population.

Le rapport conclut qu'il est "impossible d'engager des réformes économiques profondes sans se soucier des conditions de vie de la population et sans tenir compte des problèmes sociaux à savoir la montée du chômage, de la pauvreté et de l'analphabétisme, l'insuffisance de la protection sociale et les inégalités et qu'il est particulièrement "dangereux de suivre des politiques d'ajustement qui s'appuient sur une réduction de la demande globale, la libéralisation des prix et du commerce extérieur, et la réduction du rôle de l'Etat dans le domaine économique sans tenir compte des effets négatifs de ces politiques sur les conditions de vie de la population .

Ainsi, il apparaît qu'en dehors des motivations politiques qui animent les dirigeants des syndicats maghrébins et des faits historiques qui prouvent que l'unification de l'action syndicale a été envisagée et même amorcée depuis longtemps, avant l'indépendance de leurs pays, la création de l'USTMA répond à une volonté commune des syndicats maghrébins d'unir leurs efforts pour lutter contre les effets sociaux négatifs de la libéralisation du commerce et de la mondialisation.

Leurs préoccupations apparaissent nettement dans la première et la plus intéressante initiative de l'USTMA à savoir la promulgation du Pacte des Droits Sociaux Fondamentaux des Travailleurs du Maghreb Arabe, en avril 1991.

Après avoir rappelé le rôle historique du mouvement syndical dans la lutte de libération nationale et dans l'édification d'un ensemble maghrébin où "règnent la prospérité, la justice sociale et la démocratie , le pacte souligne dans son préambule la nécessité pour les gouvernements de prendre en considération la dimension sociale de toute réforme économique et de garantir le respect des droits et des libertés syndicales, des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Le pacte énonce un certain nombre de droits sociaux fondamentaux qui s'inspirent des normes internationales figurant dans les pactes internationaux relatifs aux droits économiques et sociaux et dans les Conventions internationales du travail.

Ainsi, le Pacte énumère et définit les Droits sociaux fondamentaux suivants : le droit au travail et au libre choix de l'emploi ; la non discrimination fondée sur la race, le sexe, la religion ou l'opinion ; les libertés syndicales ; la liberté de circulation des travailleurs entre les pays membres; le droit à un salaire équitable et suffisant ; la protection des droits de la femme au travail ; le droit à la sécurité sociale et à l'amélioration des conditions de vie et de travail ; le droit à la protection de la santé et à la sécurité dans le travail ; le droit à la formation et à la promotion professionnelle; le droit de participation aux résultats de l'entreprise et le droit d'être informé sur la situation et l'évolution de celle-ci.

Le pacte recommande en outre aux gouvernements des Etats membres de coordonner leurs politiques économiques et sociales en vue de promouvoir l'emploi, de réduire la pression migratoire, de protéger les droits de leurs travailleurs à l'étranger, de protéger l'enfance, les personnes âgées et les handicapés, et d'encourager les coopératives ouvrières.

Le pacte des droits sociaux fondamentaux des travailleurs du Maghreb Arabe constitue donc un socle de droits minima que les syndicats membres de l'USTMA s'engagent à défendre et à protéger contre les risques que présentent à leurs yeux la libéralisation du commerce international et la mondialisation. Les organisations signataires s'engagent par conséquent à agir auprès de leurs gouvernements respectifs pour qu'ils respectent les dispositions de ce pacte et pour qu'ils harmonisent leurs politiques et leurs législations en conséquence.

B.7) *Les syndicats et l'opinion publique*

B.7.1) *La politique de communication de l'UGTT*

Soucieuse d'avoir le soutien de l'Opinion Politique à ses revendications et à ses programme, l'UGTT attache beaucoup d'importance à sa politique de communication et dispose à cet effet des moyens et des structure appropriés, notamment d'un journal hebdomadaire (ECHAAB)⁸⁸. Les missions de ce journal, telles que décrites par le Règlement Intérieur, (Art. 84) sont aussi nombreuses que variées. Elles visent en effet à informer l'opinion publique sur les activités et les revendications syndicales, à informer les lecteurs sur les événements d'ordre national et international, à participer à l'éducation ouvrière, à faire connaître les préoccupations et les problèmes des travailleurs et à gagner à la cause de l'UGTT et à ses revendications l'opinion publique nationale.

Avec la crise qui a affaibli l'organisation syndicale au milieu des années 80, la diffusion du journal est devenue insuffisante et sa gestion financière déficitaire, ce qui a entraîné l'arrêt de sa parution. Après la réunification syndicale en 1989, la publication reprit.

Pendant, malgré une décision du Conseil National de l'UGTT prise en 1990, appelant les cadres et responsables syndicaux à s'abonner, le rapport au 18^{ème} congrès souligne que la gestion du journal est encore déficitaire. C'est la raison pour laquelle celui-ci a accepté depuis de faire de la publicité pour les entreprises et leur propose des abonnements de soutien. Par ailleurs, les questions traitées par le journal ne sont plus exclusivement syndicales et traitent désormais de sujets divers de façon à intéresser un plus grand nombre de lecteurs et à gagner les différentes tendances de l'opinion publique nationale. C'est grâce à ces nouvelles mesures que le journal a pu surmonter les difficultés financières qu'il avait rencontrées il y a une dizaine d'années

En plus du journal, l'UGTT publie un bulletin bi-mensuel en français et en anglais (UGTT-INFO) destiné aux syndicats étrangers avec lesquels elle entretient des relations.

Elle participe également aux débats qui sont organisés soit par les journaux et les revues soit par la radio et la télévision nationales. Enfin, le service d'information de l'UGTT a établi un réseau de communication avec les différents organes d'information en Tunisie et à l'étranger et les alimente régulièrement en informations sur ses activités.

B.7.2) *L'image syndicale dans l'opinion publique*

L'UGTT conserve dans l'opinion publique l'image d'une organisation prestigieuse du fait de sa participation active à la lutte de libération nationale. Elle est considérée aussi comme une organisation qui demeure proche des préoccupations populaires et fait partie des forces de progrès et de changement social dans le pays.

L'opinion publique est cependant consciente des limites qu'imposent à l'action syndicale un environnement économique défavorable et les contraintes de la compétitivité croissante résultant de la libéralisation du commerce international et de la mondialisation. L'opinion est également consciente des changements survenus dans la stratégie de la centrale syndicale, devenue plus réaliste et moins sujette aux tentations de confrontation avec le gouvernement tout en conservant sa dimension politique et en maintenant sa présence agissante sur la scène nationale.

Au lendemain du 19^{ème} congrès en avril dernier, l'hebdomadaire tunisien "*Réalités*" écrivait à ce sujet: "le cycle inauguré en 1989 est désormais clos. Une UGTT assagie et consciente de ses

⁸⁸ Le Peuple.

limites a remplacé la fédération des mécontents et des compagnons de route qui a dirigé le mouvement social et la contestation politique pendant dix ans ⁸⁹.

Dans le même ordre d'idées, la revue mensuelle "*Le Manager*" écrivait⁹⁰ : "L'UGTT tient son 19^{ème} congrès sur fond de négociations salariales. On pouvait légitimement craindre surenchères et dérives. Les syndicalistes nous ont fait l'économie d'un tel scénario qui eut assombri les perspectives de relance de la croissante nationale. Non qu'ils furent en tout point conciliants si l'on en juge par leur détermination et l'âpreté des négociations, mais la raison et le réalisme ont fini par triompher... Paradoxalement, la mondialisation a dénationalisé les marchés du travail et leur a fait perdre leur cohérence interne. La libre circulation des marchandises et des capitaux a pour corollaire de tirer les salaires vers le bas. Vouloir les préserver est déjà, par les temps qui courent, un exploit .

De son côté, la revue "*L'Economiste maghrebin*" écrivait :

"L'interdépendance de l'économie mondiale a atteint une telle intensité qu'elle marque un tournant dans la vision et la perception de l'action syndicale.

"Le mouvement syndical dans son ensemble a pris conscience de ces changements et les a intégrés dans sa démarche quotidienne ou à long terme...

"L'UGTT forte de ses cadres et de son long parcours syndical l'a fort bien compris. Elle a eu l'intelligence et l'intuition de ne pas aller à contre courant de l'histoire. Elle en a donné la preuve au cours des trois rounds de négociations salariales triennales ; elle n'a jamais joué les salaires contre l'emploi au péril de la sécurité et de l'indépendance économique du pays comme au lendemain de sa naissance. C'est aussi son honneur et sa légitimité de se mobiliser sur l'emploi .

"La sagesse et le réalisme l'on emporté.... .

"Une conversion forcée ? Que non, car au bout du compte l'UGTT s'est repositionnée sur l'échiquier économique et social avec l'assurance d'un partenaire à part entière ⁹¹.

Conclusion

Les changements politiques vécus par la Tunisie au cours des dix dernières années ont permis à l'UGTT de reprendre sa place comme partenaire social de l'Etat et des employeurs, après une crise qui l'a particulièrement affaibli au milieu des années 80.

Parallèlement, ces changements et plus particulièrement l'instauration du pluralisme politique ont réduit le champ d'intervention de cette organisation syndicale sur la scène politique.

Dans le domaine économique, la libéralisation du commerce extérieur, la réduction de la protection douanière et la privatisation des entreprises publiques ont créé un environnement particulièrement défavorable que l'UGTT a su affronter avec réalisme. Elle a réussi à en limiter les effets sociaux négatifs, en préservant le pouvoir d'achat des travailleurs salariés, en préconisant la mise en place par le gouvernement de mesures d'accompagnement et de garde-fous, et en participant activement aux réformes de la législation du travail.

Parallèlement, les changements structurels provoqués par la libéralisation des échanges et par la mondialisation de l'économie ont entraîné des modifications importantes dans sa stratégie et son programme d'action.

Sa stratégie, tout en privilégiant la défense des intérêts matériels et moraux de ses adhérents, vise à étendre son influence à d'autres catégories de travailleurs, telles que les travailleurs indépendants, ceux du secteur informel, et les retraités dont le poids augmente avec l'évolution démographique du pays.

⁸⁹ No. 696 du 15 au 21 avril 1999, p. 14.

⁹⁰ No. 33, avril 1999.

⁹¹ 14 au 28 avril 1999.

En outre, un intérêt plus grand est accordé aux jeunes travailleurs, aux femmes et aux travailleurs migrants dans les programmes de la Centrale Syndicale.

De nouveaux centres d'intérêts figurent désormais parmi ses préoccupations, tels que le problème du chômage, de la formation professionnelle et de l'Environnement.

Enfin, les changements au plan national et international ont conduit l'UGTT à se restructurer de l'intérieur. Elle a renforcé sa représentation géographique, créé de nouvelles structures qui concrétisent ses nouvelles préoccupations et ses nouveaux centres d'intérêt (commission du travail féminin, nomination d'un membre de l'exécutif responsable des relations avec les cadres, le mouvement associatif, et les retraités) et lancé de nouveaux programmes d'activités (formation, activités culturelles et sportives) pour attirer de nouveaux adhérents.

Sur le plan extérieur, l'UGTT a renforcé ses relations avec les syndicats des pays du Maghreb et a participé à l'élaboration d'un pacte des droits sociaux fondamentaux des travailleurs du Maghreb arabe.

Compte tenu de ce qui précède, quelles sont les tendances et perspectives de l'action syndicale en Tunisie ?

L'UGTT est consciente qu'elle doit s'adapter au nouvel environnement économique mondial et aux changements qui résultent de la libéralisation du commerce international et de la mondialisation. Elle est consciente que ces changements globaux et structurels exercent une très grande pression sur les législations sociales et sur les acquis sociaux et nécessitent une restructuration des institutions sociales, un recentrage du rôle des syndicats et une redéfinition du contrat social entre l'Etat et les citoyens. Elle se prépare par conséquent à assumer de nouvelles responsabilités à l'aube du nouveau millénaire. Ses deux derniers congrès tenus en 1993 et 1999 ont été consacrés à présenter les réponses qu'elle compte apporter aux changements provoqués par la mondialisation, à définir les changements qu'elle envisage d'introduire dans sa stratégie, dans ses programmes et dans ses rapports avec ses partenaires traditionnels et, enfin, à fixer les nouvelles missions qu'elle entend assumer au sein de la société tunisienne.

Ainsi, les deux congrès ont dégagé les axes autour desquels se profilent les tendances et les perspectives de l'action syndicale, à savoir :

- S'adapter et préserver les acquis des travailleurs.
- Accroître la représentativité et la capacité de négociation des syndicats.
- Assumer de nouvelles missions à l'échelle de la Société dans son ensemble.

1) S'adapter aux défis et aux conséquences de la mondialisation

C'est d'abord reconnaître son caractère global et structurel et identifier ses effets inéluctables à court et à moyen terme. A cet égard, l'UGTT perçoit la mondialisation à travers ses effets négatifs immédiats sur l'emploi et les salaires des travailleurs, sans pour autant contester ses effets positifs potentiels sur la croissance et l'emploi à moyen et à long terme.

Mais s'adapter consiste aussi, pour l'UGTT, à reconnaître que "la libéralisation du commerce et le développement des exportations constituent une source essentielle pour la création des richesses et des emplois et à intégrer, par conséquent, l'amélioration de la productivité du travail et des qualifications de la main-d'œuvre, l'utilisation des technologies nouvelles, l'amélioration du rendement et de l'efficacité du capital, parmi les axes stratégiques de l'action syndicale, en vue d'appuyer l'effort national vers l'accroissement des exportations, des investissements et de l'emploi ⁹² .

L'adaptation signifie enfin proposer au lieu de s'opposer et substituer l'alternative à l'opposition dogmatique ou systématique, c'est-à-dire adopter une attitude plus ouverte, plus positive et plus disposée à la négociation et au compromis, sans pour autant renoncer aux principes et aux idéaux.

On peut percevoir les signes d'une telle adaptation dans les discours des dirigeants de l'UGTT et dans les rapports de ses derniers congrès, qui reconnaissent l'importance de l'investissement et de l'initiative privés, la nécessité de privatiser les "entreprises publiques non stratégiques", l'impératif d'une plus grande compétitivité des entreprises, la nécessité de prendre en considération

⁹² M. T rabelsi, Secrétaire général adjoint de l'UGTT. Journal "Achaab", no. spécial, janvier 1996.

dans l'action syndicale les préoccupations des employeurs concernant l'amélioration de la productivité du travail et du rendement des investissements

En adaptant son discours et son programme aux nouvelles réalités, l'UGTT cherche à se maintenir, à perdurer, à consolider sa position de représentant unique des salariés auprès du gouvernement et des employeurs, à demeurer l'interlocuteur incontournable de l'un et de l'autre, pour préserver les acquis des travailleurs tout en cherchant à étendre son action à d'autres catégories de travailleurs et à prendre en charge de nouvelles revendications sociales.

2) *Accroître la représentativité des syndicats et leur capacité de négociation*

L'UGTT sait en effet que sa force et sa capacité de négociation proviennent essentiellement de son unité et de sa représentativité ; elle est consciente que les effets de la mondialisation vont au-delà des contraintes qui pèsent sur le niveau de protection sociale des travailleurs et menacent de marginaliser les syndicats et d'affaiblir leur action.

La représentativité des syndicats dépend généralement du nombre et de la diversité de leurs adhérents. L'action syndicale s'orientera par conséquent d'abord en direction de ceux-ci. Elle cherchera également à investir de nouveaux espaces, à gagner de nouvelles adhésions, à exprimer de nouvelles aspirations et revendications.

a) *L'UGTT et ses adhérents*

“Les organisations syndicales tirent leurs forces de leurs adhérents, de leur lutte et de leur fidélité. Il est donc évident qu'elles doivent les traiter d'une manière différente. Les adhérents doivent bénéficier de services sociaux spéciaux. Telle est l'une des conclusions du rapport du secrétaire général au 18^{ème} congrès.

L'UGTT qui a toujours agi pour la défense des intérêts des travailleurs dans leur totalité s'efforcera d'abord et désormais de renforcer la fidélité de ses adhérents en les distinguant par des services spéciaux qu'elle pourra leur accorder, en plus de la défense de leurs intérêts matériels et moraux.

b) *L'extension de l'action syndicale à d'autres catégories de travailleurs*

L'UGTT orientera son action future à d'autres catégories de travailleurs qui ne figuraient pas parmi sa “clientèle” traditionnelle, et qui sont généralement exclus de toute protection sociale, tels que ceux de la petite entreprise, du secteur informel et les travailleurs indépendants.

En outre elle s'attachera à défendre les intérêts d'autres catégories de travailleurs, lesquels, bien que protégés par la législation sociale, ne sont pas suffisamment organisés pour défendre leurs propres intérêts: notamment, les cadres et les techniciens des entreprises généralement considérés comme plus proches des employeurs, mais dont les revendications sont en réalité les mêmes que celles des salariés, et les travailleurs retraités, dont le nombre s'accroît avec l'évolution démographique du pays.

c) *L'expression de nouvelles revendications*

En dehors de son action visant à accroître le nombre de ses adhérents, l'UGTT cherchera à exprimer des revendications sociales nouvelles en prenant en charge les aspirations de certaines catégories sociales et celles de l'ensemble de la population.

Ainsi, elle s'intéressera de plus en plus au problème de l'emploi des jeunes diplômés, au financement de la micro-entreprise, à la formation professionnelle et à l'environnement.

En somme, l'action syndicale destinée à accroître la représentativité de l'UGTT s'exercera parallèlement dans le sens de l'augmentation du nombre de ses adhérents et de la prise en charge des problèmes de certaines catégories sociales dont elle se fera le porte-parole.

3) *Assumer de nouvelles missions au sein de la société*

Fort de son prestige et de son rôle d'organisation nationale, l'UGTT continue à avoir des préoccupations qui dépassent le cadre strict de l'action traditionnelle et se situent au niveau du modèle de société qu'elle a toujours cherché à défendre et à faire prévaloir. C'est dans cet esprit,

et partant du fait que la libéralisation du commerce et la mondialisation de l'économie comportent des risques de déséquilibre social, qu'elle place désormais l'action syndicale dans une perspective de préservation de la cohésion sociale et de promotion de la solidarité nationale.

C'est la raison pour laquelle elle ajoute à ses revendications syndicales traditionnelles celles relatives à la répartition équitable des revenus, à la promotion de l'emploi, à la protection de l'environnement et à la consolidation de la démocratie.

Bien plus, lors de son dernier congrès elle a proposé une alliance entre les travailleurs et les employeurs, dans le double objectif de se prémunir, par une sorte d'union nationale, contre les risques et les retombées négatives de la mondialisation et de préserver à la fois les intérêts des travailleurs et ceux des employeurs. Il s'agit en quelque sorte, d'un nouveau contrat social dont l'UGTT se présente comme l'initiateur, qui permettrait de :

- 1) Maintenir le pouvoir régulateur de l'Etat.
- 2) Favoriser le développement de l'entreprise, sa prospérité et sa pérennité.
- 3) Préserver le niveau de l'emploi et celui de la protection sociale des travailleurs.

Ces propositions sont encore très récentes et il est difficile de prédire la suite qui leur sera réservée par le Gouvernement et par les employeurs, tant que l'UGTT n'a pas précisé ce qu'elle est en mesure d'offrir en contrepartie de ses revendications concernant la préservation de l'emploi et du niveau de protection sociale.

S'il est difficile de s'attendre de la part de l'UGTT à de nouvelles concessions sociales au nom des travailleurs, son appel pour un nouveau contrat social pour préserver la cohésion sociale et renforcer la solidarité nationale s'adresse en fait et en premier lieu à l'Etat, en tant que garant de cette cohésion et promoteur de cette Solidarité.

Cela laisse supposer que dans le nouveau programme de l'UGTT, le premier objectif de l'action syndicale sera de maintenir des relations privilégiées avec l'Etat, et de faire en sorte que celui-ci demeure son principal interlocuteur, de moins en moins en tant qu'employeur, et plus en plus en tant que détenteur de la puissance publique et régulateur de la vie économique et sociale.

C'est ce qui explique que l'action syndicale aura tendance à s'étendre désormais et de plus en plus dans le social, au sens large du terme, à prendre en considération de nouvelles préoccupations sociales, à s'intéresser à d'autres catégories de travailleurs, à multiplier ainsi les raisons et les occasions de traiter avec l'Etat, sans renoncer pour autant à défendre les intérêts de ses adhérents auprès des employeurs.

Quoi qu'il en soit, l'UGTT a ainsi défini à la fois sa stratégie et son nouveau rôle dans le contexte de la mondialisation. Au-delà de la défense des intérêts de ses adhérents et de la préservation de leurs acquis, elle considère que sa mission est de veiller à la stabilité sociale alors que son devoir sera, comme l'affirme son secrétaire général : de "reconstruire la solidarité au niveau de la société dans son ensemble"⁹³.

⁹³ Rapport au 18^{ème} Congrès.

Bibliographie

- Achour Habib : « Ma vie Politique et Syndicale » Editions Alif
- Azaïez Boubaker Letaïef : Les Péripéties du Mouvement Syndical Tunisien - Impression AMP. Tunis
- Baccouche Taïeb: Evolution des Relations entre le Pouvoir Politique et la Mouvement Syndical en Tunisie (en Arabe) Syndicat et Société CERES - 1989
- Boudali Nouri : LUGTT - Souvenirs et Récits 1998
- Ben zina Rafik: Eclairages sur l'histoire méconnue du Syndicalisme tunisien La Presse, 1^{er} Août 1991
- Ben Hamida Abdessellem: Le Syndicalisme tunisien de la dernière guerre mondiale à l'autonomie intene Publication de l'Université de Tunis I 1989
- Delaagi Mongi : Les rapports Syndicat / Partis politiques L'observateur, n°156 du 24 au 30 Janvier 1996
- Eqbal Ahmed : Politics and labor in Tunisia Michigan : Faculty of prince university, 1967
- Ennaceur Mohamed : La Politique Sociale de la Tunisie depuis l'Indépendance et sa place dans le Développement - Revue - Travail et Développement n° 10 1987
- Kraïem Mustapha : Nationalisme et Syndicalisme en Tunisie (Imprimerie UGTT)
- Mahfoudh Dorra : Femmes Travail et Syndicats
- CERES - Syndicat et Société - Tunis 1989
- Mouaddeb Mohamed Ali: La Lutte de l'UGTT pour la Libéralisation Sociale et Nationale Etudes Syndicales - Imprimerie de l'UGTT 1996 (en arabe)
- Plum Wener : Les Syndicats au Maghreb : UGTT, UMT, UGTA Trad. Par Eva Shula (s.1) : Forshungs Institut Der Friedrich Ebert 1962
- Toumi Mohsen : Tunisie : Pouvoirs et luttés Paris le Sycomore 1978
- Trabelsi Mohamed : De Nouvelles Responsabilités pour l'Action Syndicale - Revue Echaâb n° spécial - Janvier 1996 (en arabe)
- UGTT :
- Rapport moral : 11^{ème} congrès, Monastir, 8-10 Août 1969/ Union Générale Tunisienne du Travail Tunis : UGTT 1969
 - Problème sociaux en Tunisie/UGTT Tunis : UGTT (s.d)
 - Les congrès de l'UGTT : 1946-1978 /Centre de Documentation Nationale Tunis : CDN, 1981
 - Pour une Société démocratique et juste : 16^{ème} congrès de l'UGTT, 15-20 Décembre 1984 : rapport économique et social Tunis : Bureau d'Etudes de l'UGTT 1984.
 - Rapport général au 18^{ème} Congrès 1993
 - Rapport général au 19^{ème} Congrès 1999
 - Résolutions du 18^{ème} Congrès
 - Règlement Intérieur
 - Statuts
 - Etudes sur l'Emploi en Tunisie Réalités et Perspectives (1998) (en arabe)
 - Les Répercussions du 8^{ème} Plan de Développement sur les Travailleurs 1992 (en arabe)

USTMA :

- Rapport d'activité au 2^{ème} Congrès 1998 (en arabe)
- Statuts (en arabe)
- Le Pacte des Droits Sociaux fondamentaux (en arabe)
- Zghidi Salah : Les Mutations du Mouvement Syndical Tunisien au cours des 15 dernières années. CERES
- Syndicat et Société 1989